

JEUDI 6 JUILLET 1848.

LA VÉRITÉ

4^{re} ANNÉE. — N° 5.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

	Paris.	Départ.	Étranger.
Trois mois...	4 f. 50	8 fr.	12 fr.
Six mois....	9	16	24
Un an.....	18	32	48

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

PRIX DES ANNONCES ANGLAISES

(les seules admises).

50 centimes la ligne.

Toute lettre non affranchie sera rigoureusement refusée.

JOURNAL DES VRAIS INTÉRÊTS DU PEUPLE.

SOMMAIRE. — Appel à ceux qui possèdent : la guerre des pauvres. — Assemblée nationale. Violation du domicile d'un représentant. — La France et l'Europe. — La Bourse et la confiance. — Le commerce de Paris et l'usure. — M. de Chateaubriand. — L'abolition des fonds secrets. — M. Duchâtel, M. Recurt et M. Ledru-Rollin, et le budget de 4,952,000 fr. — Projet de constitution. — Bureaux de l'Assemblée. — Ordre du jour de la garde mobile. — Note officielle sur la mort de l'archevêque de Paris. — Détails nouveaux sur l'insurrection de juin. — Mouvement des hôpitaux. — Séance de l'Assemblée. — Le général Négrier. — Nouvelles des départements. — Nouvelles étrangères. — Bourse.

PARIS, 6 JUILLET.

Après le combat, la paix et la concorde ; tel est le vœu que forme aujourd'hui tous les bons citoyens.

La République, la société entière étaient en péril, la République, la société ont été sauvées par le patriotisme et le courage des vrais républicains, de ceux que quelques-uns appelaient la veille de la bataille des réactionnaires.

Le bon sens public a fait justice de ces distinctions dangereuses, dont le but secret était de semer la discorde et d'enfanter la guerre civile, et le cri : Aux armes ! répété d'un bout de la France à l'autre, a dû prouver aux ennemis de l'ordre qu'il n'existait et ne pouvait exister qu'une seule République, la République des honnêtes gens.

Mais on ne doit pas se le dissimuler, et nous n'hésitons pas à le proclamer bien haut, nous qui avons promis de dire toujours la vérité, il existe dans le corps social un germe funeste qu'il faut promptement extirper pour l'empêcher de se développer, c'est le malaise des classes ouvrières, si facilement exploité par d'inférieures passions.

Maintenant que l'anarchie est vaincue, que la défiance disparaît, que la tranquillité va renaître, il faut que tout homme qui possède ait la ferme volonté de contribuer, dans la limite de sa puissance, au bien-être et à la moralisation des classes que le sort a si misérablement partagées.

Il faut que chacun consente à sacrifier une portion de son superflu à la misère publique ; il faut que l'égoïsme individuel disparaisse devant l'intérêt général ; il faut que tous les citoyens concourent au salut de la patrie par le salut de ses enfants.

La loi n'a pas été instituée pour la vengeance, mais pour la répression ; la loi ne puise pas ses impressions dans les passions des hommes, elle les puise dans la justice humaine, qui n'est qu'un reflet de la justice divine. Il ne peut y avoir de rancunes individuelles à cette heure où la France entière pleure sur les cercueils de ses enfants, et le mot : « Malheur aux vaincus ! » s'il a été prononcé, ne peut l'avoir été par un bon citoyen.

Que justice se fasse, car la société demande justice, mais que, cette justice faite, le passé ne subsiste plus que comme un exemple terrible pour l'avenir, comme une expérience sanglante pour le présent.

N'oublions pas que le grand problème reste à résoudre, le problème de la pauvreté.

Une partie de cette société, sur le drapeau de laquelle vous avez écrit ces trois mots : *Liberté, Égalité, Fraternité*, une partie de cette société vous crie de la sauver ; sauvez-la, c'est vous sauver aussi.

Songez bien qu'il n'y a pas de liberté pour l'homme que la misère met à la merci du premier venu dont la main porte une pièce d'or.

Songez bien qu'il n'y a pas d'égalité, si les uns souffrent et que les autres soient heureux, si les uns regorgent et si les autres meurent de faim, si les uns chantent et si les autres pleurent, et qu'il vaut mieux créer l'égalité dans le bien-être que l'égalité dans la misère.

Songez bien enfin qu'il n'y a pas de fraternité si celui qui a trop n'aide celui qui n'a pas assez, et que la charité n'est que la moitié de la fraternité.

Conjurez cette guerre sans pitié du pauvre et du riche, qui dure depuis le commencement de la société, et qui naît des besoins et du ressentiment du pauvre, de l'égoïsme et de l'insouciance du riche ; conjurez-la par la fraternité, sinon elle recommencera dans cent ans, dans dix ans, dans un an, peut-être demain.

La séance d'aujourd'hui a été fort animée, surtout pendant la dernière heure ; elle n'a cependant pas été stérile ; sans compter les nominations du vice-président et des secrétaires, il y a eu deux votes importants, celui de l'emprunt de 150 millions que l'État est autorisé à contracter avec la Banque de France, et celui du crédit de 5 millions destinés à favoriser les associations entre ouvriers, et les associations entre patrons et ouvriers.

Sur le premier décret, quelques observations ont été présentées par MM. Turk et Paulin Gillon, qui craignent que les forêts de l'État ne soient dépréciées et exposées en passant entre les mains de la Banque de France. Nous ne partageons point, quant à nous, ces appréhensions ; la Banque de France a autant d'intérêt que l'État à ne point déprécier les forêts et surtout à les conserver jusqu'au moment où les conditions du crédit seront assez prospères pour en rendre la vente facile et avantageuse.

Le second décret a été adopté presque sans discussion : on y a ajouté seulement un amendement de M. Ch. Dupin, tendant à demander compte à la commission de l'examen qu'elle fera des titres, des associations auxquelles il sera accordé des subventions.

Il s'est produit entre ces deux décrets un petit incident qui a un instant ému et égayé l'Assemblée. M. Raynal est monté à la tribune pour se plaindre d'une perquisition faite chez lui, et un autre membre M. Falatien, a cru devoir appuyer ces réclamations, en déclarant qu'on lui avait enlevé un petit meuble.... L'hilarité générale a

forcé le propriétaire malencontreux du meuble en question de descendre de la tribune.

Dans les explications de M. Sénard, un commencement de phrase a soulevé une tempête qui s'est bientôt apaisée pour faire place au calme de la satisfaction. M. Sénard a déclaré qu'il pourrait bientôt rendre compte à l'Assemblée des causes de la méprise dont M. Raynal a été victime.

La séance a été terminée par une des discussions les plus tumultueuses qui se soient encore produites, et cela à propos d'un certain *Manuel républicain*, édité sous les auspices du ministre de l'instruction publique, par le citoyen Pagnerre, ex-secrétaire de l'ex-commission exécutive, ex-directeur du comptoir national d'escompte, ex-maire du 10^e arrondissement, mais toujours libraire.

Il paraît que ce *Manuel* attaque légèrement la propriété, et contient quelques principes un peu subversifs. A ce sujet, M. Bonjean a un peu tourmenté M. Carnot, qui venait demander un million en faveur de ses instituteurs primaires. Cet incident a occasionné une tumulte et une confusion abominables, que M. Boulay de la Meurthe, M. Bonjean, M. Clément Thomas, M. Flocon ont vainement tenté de dominer.

Le président a menacé de clore la séance, alors le calme s'est un peu rétabli, et M. Bonjean a pu en venir à ses fins, lesquels étaient d'obtenir une diminution de cinq mille francs sur le crédit d'un million demandé.

La discussion et le vote de cet amendement puéril n'ont pas duré moins d'une heure.

Après ce vote, l'Assemblée n'étant plus en nombre, la suite de la discussion a été renvoyée à vendredi.

Dès aujourd'hui, nous avons le droit de compter sur des actes féconds en résultats utiles. Au découragement universel qu'avaient fait naître l'inexpérience et l'incapacité de quelques hommes, succède l'espérance en un avenir meilleur.

La confiance, si fortement ébranlée, semble déjà renaître, et tous les esprits sérieux qui ont assisté froidement et sans passion au déplorable spectacle qu'a donné à la France et à l'Europe un pouvoir à la fois audacieux et timide, à la fois rétrograde et imprudent, peuvent dire maintenant ce que notre pays contient de forces vives, de dévouements inébranlables pour la défense de ses institutions.

Au moment où les hommes les moins prévenus doutaient de la fortune de la France, voici qu'elle se voit triompher d'une épreuve terrible, et que le sol, qui allait manquer sous nos pieds, se raffermir tout à coup.

Grâce au ciel, nous avons à notre tête des hommes de cœur et d'intelligence ; c'est en vain qu'on a crié autour de nous que la société française allait périr, que bientôt elle ne serait plus qu'un souvenir ; notre pays a été choisi entre toutes les nations pour ouvrir la route de l'avenir aux peuples de l'Europe. Qui donc oserait voir dans cette glorieuse mission un signe de décadence ?

Ne voyez-vous pas que ces bruits qui agitent autour de nous la société européenne sont les avant-coureurs de l'orage, et que le volcan qui gronde dans les entrailles de la terre fera quelque jour une irruption si soudaine et si terrible, qu'il couvrira et balayera de sa lave de feu le sol qui frémit sous ses efforts ?

Ne voyez-vous pas que ces convulsions qui agitent les nations étrangères sont les premiers symptômes du mal, tandis que les crises que nous traversons sont celles qui doivent nous sauver ? Ne voyez-vous pas enfin que les nations étrangères entrent à peine dans l'ère du libéralisme, alors que cette ère a commencé pour nous en 89 ?

Il y a huit jours la rente 5 p. 0/0 était à 68 francs.

Aujourd'hui, elle a été cotée 76 francs. Pourquoi donc cette hausse subite à quelques jours de distance, et le lendemain même d'une crise aussi terrible ?

Il a suffi d'un principe proclamé en trois mots, par le ministre des finances : « *Respect à la propriété*, » pour qu'aussitôt le crédit public se relevât, pour que les transactions reprissent leur cours.

Cette reprise est l'expression la plus énergique, la preuve la plus palpable des dispositions de la majorité à l'égard des deux projets de décrets relatifs au rachat des chemins de fer et des assurances contre l'incendie, et au remboursement illusoire des livrets des caisses d'épargne et des bons du trésor.

Que les utopistes viennent donc nous prouver maintenant que la force d'un pays git en lui-même, et que son gouvernement n'est pour rien dans sa prospérité.

Il a suffi d'un honnête homme au pouvoir, d'une parole probe à la tribune, pour rassurer les plus timides, pour faire hausser la rente, pour changer en un jour l'aspect financier d'un pays.

Il devient de jour en jour plus urgent de pourvoir aux besoins du commerce de Paris et particulièrement du petit commerce, si l'on ne veut pas le voir bientôt plongé dans la ruine et la misère.

On sait combien la vente des boutiques a décliné depuis quatre mois ; il y a telle nature d'articles et tels magasins pour lesquels elle est devenue tout à fait illusoire. On sait aussi quelle peine les petits marchands qui vendaient à terme aux clients solvables, ont eu à obtenir de petits à-comptes de ceux-là même qui habituellement payaient le mieux.

Eh bien, à ces deux causes de ruine, la diminution de la vente et la difficulté des rentrées, il est venu s'en ajouter une troisième bien plus terrible encore que les deux autres, parce qu'elle constitue, non pas des ajournements, mais des pertes réelles, parce que surtout elle menace de faire entrer le commerce dans la voie la plus funeste, de lui faire prendre, relativement au crédit, des habitudes déplorables dont il serait la première victime.

Cette troisième cause, c'est l'usure qui se pratique depuis deux ou trois mois dans des proportions monstrueuses au détriment

des négociants qui sont forcés de présenter à l'escompte des quelques banquiers survivants à la crise, de petits effets à courte échéance.

Nous savons de source certaine qu'il y a telle maison de marchand d'argent où l'on ne prend les effets de moins de 100 fr. qu'à raison de 1 p. 0/0 de commission et de 1 p. 0/0 d'intérêt par mois. Ces remises élèvent l'intérêt à 24 p. 0/0 par an, s'il s'agit d'effets de 100 fr., et à 48 p. 0/0 pour les effets de 50 fr. Encore, ne prend-on à ces conditions onéreuses que le papier couvert de deux ou trois signatures qui offrent des garanties de solvabilité.

Il est évident que le commerce de boutique ne peut se couvrir de ces frais d'escompte exorbitant que par des bénéfices énormes. Sur quoi doit-il prélever ces bénéfices ? Sur les pauvres, qui constituent les principaux, presque les seuls clients des marchands en détail.

Que le gouvernement, que le ministre des finances y songe donc sérieusement ! Il est temps de soustraire le commerce à la tyrannie des usuriers ; pour cela il suffit de donner une grande extension aux sous-comptoirs d'escompte, de les autoriser à prendre le papier des négociants qui, par cela seulement qu'ils ont résisté à la dernière crise, ont donné une excellente preuve de leur probité et de leur solvabilité.

Nous avons annoncé, hier, la mort de M. de Chateaubriand. Aujourd'hui, nous trouvons dans la *Gazette de France* les lignes suivantes, qui sont un court et dernier témoignage d'estime et de vénération pour l'homme illustre qui vient de s'éteindre.

La France vient de faire une perte qu'elle ne réparera pas ; un homme de génie et de caractère, deux dons qui ne se trouvent pas toujours ensemble, vient de mourir.

M. de Chateaubriand a rendu le dernier soupir ce matin à huit heures et demie.

Hier encore, M. de Chateaubriand parlait avec admiration de la mort de M. l'archevêque de Paris. Il avait conservé toute sa connaissance. Cette grande lumière s'est éteinte tout entière.

M. de Chateaubriand était né le 4 septembre 1768. Les monuments de sa gloire ont rempli un demi-siècle.

Le *Génie du Christianisme*, qui rouvrit les cœurs à la religion à laquelle Bonaparte rouvrait les églises, sa démission le lendemain de l'assassinat du duc d'Enghien, la part immense prise à la restauration par sa brochure sur les Bourbons et sur Bonaparte, les principes monarchiques si éloquemment développés contre le ministère doctrinaire de M. Decazes, la guerre d'Espagne préparée dans le congrès de Vérone et émanée de ce concours étranger qui lui aurait été sa dignité et son indépendance, la noble conduite du courtisan du malheur lors de la révolution de 1830, ses magnifiques plaidoyers qui eussent décidé le procès si la France eût été appelée pour juger, ses pèlerinages aux lieux où la Providence avait caché pendant l'orage l'orphelin et l'orpheline, que de titres pour M. de Chateaubriand aux sympathies et à la confiance de la France ?

En même temps, M. de Chateaubriand peut rappeler à ses adversaires politiques qu'il n'a jamais séparé de son cœur le culte de la monarchie de celui de la liberté.

Quand il a cru les libertés menacées, il est venu les couvrir de sa puissante parole.

Il a aimé la liberté enfin jusqu'à nuire involontairement à cette monarchie pour laquelle il était prêt à mourir, et il ne s'est arrêté dans la route où il marchait que lorsqu'il était arrivé au point au delà duquel un Chateaubriand ne pouvait s'avancer, car il aurait fallu quitter la liberté, la religion et la monarchie pour la révolution, et désertier le tombeau de la victime du 15 février dont il avait écrit le martyre, et le berceau de l'orphelin du 29 septembre, à l'avenir duquel il avait engagé la dernière goutte de son sang et de la dernière parole de son éloquence.

Magnifique privilège ! Dans tous les rangs son nom a retenti comme un nom aimé ; toutes les opinions ont pour lui des sympathies, et sa gloire, comme celle de la France, est celle du monde.

Tous les grands esprits de l'opposition monarchique et libérale qui marqua avec tant d'éclat la renaissance de la liberté de la pensée dans notre pays, l'ont admiré, apprécié et reconnu pour chef ; et, dans un autre temps, Carrel, jeune et fière intelligence, aimait à s'incliner devant la gloire de Chateaubriand, et Béranger lui-même a senti la satire expirer sur ses lèvres, et attendri les cordes de sa lyre pour chanter la gloire de Chateaubriand.

Par lui et en lui nous avons cru apercevoir le moyen d'arriver à cette conciliation qui seule peut arrêter les destinées de la France sur la pente de l'abîme auquel l'égoïsme, la corruption et la lâcheté conspirent à la pousser.

En 1814, il a présenté la monarchie à la France ; et après 1830, prenant la royauté d'une main et la liberté de l'autre, il a prononcé le nom d'un enfant et le mot de congrès national.

Qui pouvait mieux que lui ouvrir des pourparlers avec les hommes de tous les partis pour la transaction nationale qui seule peut sauver la France et l'Europe.

Comme Moïse, il n'entrera pas dans la terre promise.

Le corps de M. Chateaubriand sera porté au tombeau préparé pour lui à Saint-Malo.

On a distribué aux représentants le rapport de la commission chargée d'examiner la demande de crédit de 500,000 fr. pour dépenses de police.

Le rapporteur propose l'abolition des fonds secrets que la République ne peut pas admettre, et demande qu'à l'avenir le ministre de l'intérieur soumette à une commission spéciale l'emploi détaillé des crédits alloués.

Des deux registres ouverts sous l'administration de M. Duchâtel à la constatation des dépenses secrètes, l'un, qui se trouvait entre les mains du ministre et qui portait le détail de chaque paiement, a disparu. Il ne reste que le registre du caissier, destiné à la tenue de la comptabilité.

Comment et pourquoi ce premier registre n'a-t-il pas été retrouvé le 24 février?

La commission a apprécié ces faits, et c'est probablement cette appréciation qui a motivé sa proposition, que nous approuvons complètement pour notre part.

Il a été dépensé du 1^{er} janvier au 17 juin par les ministres de l'intérieur qui se sont succédés, c'est-à-dire par M. Duchâtel, Ledru Rollin et Recurt une somme de 1,729,597. « Quel a été l'emploi par chaque administration de sa part dans le crédit général montant à 1,952,000 fr. ? »

A cette question la réponse serait sans doute difficile, et il faudra bien probablement absoudre le passé. Mais au moins doit-on espérer que l'expérience de ce passé profitera à l'avenir et que l'avis de la commission prévaudra à l'Assemblée nationale. Nous entrons dans la voie de la probité politique, entrons-y largement, franchement, et la France est sauvée!

Le service des postes à Paris aura lieu de la manière suivante, le jeudi 6 juillet courant, jour consacré au service funèbre des victimes de l'insurrection de juin, savoir :

Les dépêches à destination des départements et de l'étranger seront fermées à une heure; en conséquence, la dernière levée des lettres se fera :

Aux boîtes des quartiers et à celle de la Bourse, à midi;
Aux boîtes des bureaux d'arrondissement, à midi et demi;
Aux boîtes de l'Hôtel des Postes, à une heure.

La dernière distribution des lettres se fera de midi à deux heures.

Les affranchissements seront reçus, le service des articles de l'argent se fera dans les bureaux d'arrondissement jusqu'à midi.

A l'Hôtel des Postes, le bureau d'affranchissement des journaux et imprimés sera ouvert jusqu'à onze heures; ceux de l'affranchissement des lettres et de la poste restante jusqu'à midi. Les autres bureaux seront fermés.

Les malles partiront à six heures du soir, MM. les voyageurs devront se rendre à l'Hôtel des Postes à cinq heures et demie précises.

Paris, le 5 juillet 1848.

M. Emile de Girardin, rédacteur en chef du journal la *Presse*, a été mis en liberté aujourd'hui, à midi, après douze jours de détention et de secret à la Conciergerie.

Mme Emile de Girardin et quelques amis dévoués au rédacteur en chef de la *Presse* ont été l'attendre au greffe.

M. Emile de Girardin va publier une brochure, dans laquelle il réfutera toutes les calomnies et les bruits qu'on s'est plu à répandre depuis son arrestation.

La publication du journal la *Presse* sera reprise sans doute après l'état de siège, qui sera levé, dit-on, samedi prochain.

La discussion sur le projet de constitution dans les bureaux fait peu de progrès. Il y a des bureaux qui après trois séances n'ont pas encore terminé l'examen de préambule. Les opinions sont toujours très-divisées, et les débats portent surtout sur la définition des principes contenus dans ce préambule.

Nous pouvons dire sommairement que le préambule a été maintenu dans la plupart des bureaux, mais à une faible majorité, et seulement dans son ensemble. Les bureaux paraissent être presque unanimes pour modifier radicalement les deux articles sur le droit au travail et le droit à l'instruction. M. de Cormenin, auteur du préambule, a lui-même proposé une rédaction sur le droit au travail et à l'assistance tendant à ne reconnaître ce droit au travailleur valide qu'accidentellement et sous la condition qu'il justifierait d'être d'une part sans ressources, et de l'autre sans ouvrage. Cette modification a été admise dans son bureau.

Le système de deux chambres a été l'objet de discussions importantes, mais qui dans la plupart des bureaux ne sont pas encore terminées. Nous espérons pouvoir en donner demain un résumé plus complet, qui serait comme l'avant-propos du grand et solennel débat en séance publique auquel se proposent de prendre part les orateurs les plus éminents de l'Assemblée.

Réunion dans les bureaux

La discussion sur le projet de constitution a continué aujourd'hui dans les bureaux. Cet examen préliminaire occupera encore plusieurs séances.

4^e BUREAU.

On a pensé que la Constitution ne pouvait être révisée que par une chambre de 900 membres investis d'un mandat spécial, il a donc maintenu l'art. 18.

L'art. 19 ainsi conçu : *le suffrage est direct et universel*, a soulevé de vifs débats.

M. F. Béchard a demandé que le bureau, tout en maintenant le principe constitutionnel du vote universel, renvoyât à la loi organique la mise en action de ce principe : Le vote doit-il être direct ou indirect? Doit-il avoir lieu dans la commune ou dans le chef-lieu de canton, par scrutin de liste ou par circonscription déterminée? Tout cela est du ressort de la loi électorale plutôt que de la Constitution. Abordant le fond de la question, M. Béchard a défendu le vote à deux degrés comme plus sincère et plus favorable à la manifestation de la pensée nationale.

M. Lagarde a défendu le suffrage direct comme plus propre à écarter les manœuvres corruptrices et plus favorable à l'égalité.

MM. Laussedat, Roux et Lavergne, ont défendu le suffrage direct avec le tempérament indiqué par M. Lagarde.

M. Pierre Leroux a combattu le système de l'élection fragmentaire et a soutenu que le suffrage universel ne pouvait être logique et efficace qu'autant que chaque électeur serait appelé à voter sur tous les candidats à l'Assemblée nationale.

MM. Kerdrel, Abattucci, Pagès (de l'Ariège), ont pris part à la discussion.

L'art. 19 a été adopté à une forte majorité.

5^e BUREAU.

On s'est occupé des art. 41 et 42 de la Constitution.

L'art. 43 est adopté, ainsi que l'art. 44. On ajoute à ces mots : Pour être nommé président, il faut être Français : ceux-ci : Et n'avoir pas perdu sa qualité de Français.

Les art. 45, 46 sont adoptés après une vive discussion entre MM. Montreuil, Chauffour, Pérignon, Tocqueville, Chaix, Simon, Foy, Fayolle et autres.

Les art. 48 et 49 sont adoptés, ainsi que l'art. 50.

Les mêmes membres nommés précédemment prennent part à la discussion de l'art. 50.

Les art. 51, 52, 53, 54, 55, 56 sont adoptés après discussion.

15^e BUREAU.

L'art. 25 a donné lieu à une discussion approfondie; M. Lespinaisse a proposé de substituer le vote au chef-lieu de la commune au vote du chef-lieu de canton. Cette opinion a été combattue par M. Belin, qui a fait ressortir les inconvénients du fractionnement électoral par communes, et la difficulté de vérifier, lors des élections générales, plus de quarante mille procès-verbaux, dont un grand nombre serait plein d'irrégularités.

Le bureau a exprimé le désir de retrancher de l'article les mots : *au chef-lieu de canton*, pour laisser à la loi organique électorale le soin de régler le vote par département et par scrutin de liste, ces deux derniers principes étant admis comme constitutionnels.

Sur l'art. 57, la majorité du bureau a pensé qu'il convenait de renvoyer à une loi spéciale le détail des exceptions proposées par la commission de constitution. L'article serait ainsi rédigé :

« Sont exceptés les ministres et ceux des autres fonctionnaires qui seront désignés par des lois particulières. »

Au commencement de leur séance, les bureaux avaient discuté le projet de loi relatif à l'enseignement primaire, présenté la semaine dernière à l'Assemblée. Nous résumons la discussion du premier bureau.

1^{er} BUREAU.

M. Houel s'élève contre la liberté illimitée et absolue de l'enseignement réclamée par quelques esprits; il appuie le projet en ce qui concerne les écoles publiques. Quant aux écoles privées, il trouve le projet imparfait et demande qu'on exige de ceux qui veulent devenir instituteurs privés, des justifications de moralité, indépendantes des garanties de capacité.

L'Etat doit l'enseignement gratuit aux pauvres, mais il ne le doit pas aux riches, c'est jeter l'Etat dans des dépenses énormes et ruineuses.

M. Tendret regarde la gratuité de l'instruction primaire comme un bienfait.

M. Mathieu (de la Drôme) insiste principalement pour qu'on s'occupe de l'éducation professionnelle agricole, qui deviendra un puissant remède contre l'agglomération des populations dans les grandes villes. Il demande qu'on ajoute une disposition spéciale à cet égard dans le projet, et se prononce en faveur de la gratuité.

M. E. Leroux croit d'une application absolument impossible, la création d'une instruction professionnelle agricole.

M. Frichon est favorable à la liberté de l'enseignement; il pense que la gratuité doit être appliquée aux riches comme aux pauvres. Le grand principe le veut ainsi.

M. Xavier Durieux s'en réfère aux opinions émises par MM. Mathieu et Frichon.

M. Wolowski entre dans des développements sur les principes généraux de la loi, et propose un système qui allégerait les charges de l'Etat, et qui a pour but de faire payer un impôt annuel, aux pères de famille dans l'aisance.

Après un scrutin de ballottage, M. Wolowski est nommé commissaire par 25 voix contre M. Frichon 14.

Par arrêté du ministre de l'intérieur, en date du 4 de ce mois, M. Herman, chef de division, a été nommé secrétaire général du ministère.

Le président de l'Assemblée nationale recevra jeudi prochain et le lundi et le jeudi de chaque semaine.

M. La Font de Villiers, colonel commandant supérieur de la garde mobile, vient de publier l'ordre du jour suivant :

Paris, le 4 juillet 1848.

« Officiers, sous-officiers et volontaires,

« Appelé au commandement provisoire de la garde mobile, j'éprouve le besoin de vous exprimer mon admiration pour la noble et belle conduite que vous avez tenue pendant les tristes événements dont Paris vient d'être le théâtre. Quoique bien jeunes encore, vous avez combattu comme de vieux soldats habitués à vaincre; par les actes nombreux de dévouement et de courage sortis de vos rangs, vous avez prouvé ce dont vous êtes capables; et la France, fière de vos succès, sait aujourd'hui qu'elle peut à jamais compter sur vous. Honneur donc à votre héroïque patriotisme, à votre élan généreux! Vous avez dignement suivi l'exemple de notre brave général, si cruellement blessé à votre tête.

« Pour compléter maintenant vos titres à l'estime et à la reconnaissance du pays, pour devenir, en tout, des soldats modèles, il vous reste encore, après la victoire, des devoirs impérieux à remplir; votre intelligence, j'en suis sûr, vous en a déjà fait comprendre la nécessité : je veux parler de l'obligation de vous soumettre à la discipline militaire, obligation sans laquelle il n'y a pas de soldats ou d'armée possibles.

« Je compte donc sur le concours actif et constant de tous, sur le bon vouloir de chacun, pour parvenir, par l'unité de nos efforts, à faire de la garde mobile un corps d'élite aussi discipliné que brave.

« Officiers, sous-officiers et volontaires,

« Que chacun de vous considère comme un devoir sacré le retour à sa compagnie : je crois pouvoir vous assurer que les ministres de l'intérieur et de la guerre ne tarderont pas à vous donner des marques de leur sollicitude et de l'intérêt que vous leur avez inspiré, à tant de titres, dans les journées de juin.

« Le colonel commandant supérieur de la garde mobile.

LA FONT DE VILLIERS.

La cérémonie funèbre qui aura lieu jeudi et les funérailles de l'archevêque de Paris, qui auront lieu vendredi, forcent M. le ministre de l'instruction publique à renvoyer au samedi matin, 8 juillet, l'ouverture de l'école d'administration, qui avait été annoncée pour le jeudi 6 juillet.

Résumé officiel des circonstances qui ont précédé et accompagné la mort de l'archevêque de Paris.

(Ce récit, écrit par un témoin oculaire et un ami dévoué, doit seul être considéré comme complètement exact et authentique. C'est pour ce motif que l'autorité ecclésiastique a voulu qu'il portât les armes de l'archevêque.)

« Monseigneur l'archevêque, cerné le vendredi matin par l'émeute dans le quartier de Saint-Etienne-du-Mont, où il était allé administrer le sacrement de confirmation aux jeunes enfants, avait été éloigné pendant plusieurs jours de sa demeure ordinaire, dans l'île Saint-Louis. Il était rentré le samedi soir, 24 juin. Il souffrait cruellement de la continuation de cette lutte sanglante, et conjurait Dieu d'y mettre un terme. Il prit la résolution de tenter les derniers efforts pour parvenir jusqu'aux insurgés et pour

les décider à déposer les armes. Il espérait qu'après avoir repoussé toutes les tentatives faites jusqu'à ce moment, ils ne résisteraient peut-être pas à la voix de la religion, dont il était le ministre, à la vue de la croix, pour laquelle le peuple de Paris avait naguère montré tant de vénération. Il ne se dissimulait pas les dangers de son entreprise, soit qu'il fût frappé d'une balle, soit qu'il fût retenu au milieu des insurgés. Il calculait paisiblement ces chances divers, et disait avec une simplicité touchante : « Ma vie est bien peu de chose. » Sa plus grande préoccupation était la difficulté d'arriver jusqu'aux barricades, c'est-à-dire d'obtenir le passage et de franchir l'espace qui séparait l'armée des défenseurs de l'ordre des rangs des insurgés.

« Il pensa que le chef du pouvoir exécutif ne refuserait pas de lui faciliter ce passage, et, accompagné de deux de ses vicaires généraux, les seuls que l'émeute ne tint pas forcément séparés de lui, et qui sollicitèrent la grâce de le suivre dans cette belle mission, il se rendit à pied auprès du général Cavaignac, à l'hôtel de la Présidence, le dimanche 25, sur les quatre heures du soir. Son passage à travers les rues et les quais de la grande ville, devenue méconnaissable et transformée en une sorte de camp militaire, fut marqué par mille bénédictions, par mille scènes de touchant attendrissement. Cette population devint sa pensée et comprenait, avec cet instinct admirable qui la caractérise, qu'avec lui passait un gage de paix, un symbole d'espérance. Les mères osaient franchir le seuil de leurs demeures pour se jeter à ses pieds avec leurs enfants. Sans avertissement préalable, les tambours battaient aux champs, les officiers et les soldats rendaient les honneurs militaires, et de bien des rangs partaient ces cris : *Vive la religion! vive la République! vive l'archevêque de Paris!*

« Le général Cavaignac ne se borna pas à donner son assentiment au désir de l'archevêque; il bénit sa pensée, et exprima avec attendrissement l'espérance que cette belle et religieuse démarche serait couronnée de succès. L'archevêque, quoique excédé de fatigue et souffrant depuis plusieurs mois, comme le savent ses amis, prit à peine un instant de repos. Il repartit pour la Bastille. Dans toutes les rues qu'il avait à traverser et qui venaient d'avoir tant à souffrir, les marques de vénération et de reconnaissance s'accroissaient de tout ce que venaient y ajouter l'horreur de la situation, le péril encore si menaçant, le bruit de la fusillade et du canon qui tonnait à nos oreilles. De jeunes officiers, des gardes mobiles, ces héroïques enfants qui revenaient à l'instant du combat, tout noirs de poudre, couraient à nous et lui pressaient les mains, plusieurs en rappelant que c'était lui qui les avait confirmés, et en le conjurant de ne pas s'exposer davantage; d'autres lui disant : « Bénissez nos fusils, nous serons invincibles. » Des femmes lui apportaient avec une naïve simplicité du linge et de la charpie, lui demandant que, puisqu'il allait au milieu des blessés et des mourants, il voulait bien s'en charger.

« Sans doute, leur répondait-il, je vais voir, en passant dans les ambulances nos pauvres blessés; mais je me hâte d'arriver aux barricades pour essayer de faire cesser le feu, et empêcher qu'il n'y ait de nouvelles victimes. » A mesure que nous avançons dans les rangs de l'armée, et que nous touchions au lieu du combat, les officiers, émus jusqu'aux larmes, conjuraient l'archevêque de ne pas poursuivre une tentative si périlleuse et probablement sans succès. Ils racontaient de récents malheurs, la mort du général Négrier, et de tant d'autres, de plusieurs parlementaires, du général de Bréa et de son aide de camp, et les autres catastrophes que nous voudrions ensevelir dans l'oubli. Il répondait avec calme et un sourire de bonté que, tant qu'il lui resterait une lueur d'espérance, il voulait s'efforcer d'arrêter l'effusion du sang. Il avançait donc toujours, visitant en passant les ambulances, bénissant et absolvant, avec ses grands vicaires, les mourants, et disant une parole de tendresse et de pitié à chaque blessé. Arrivé à l'officier supérieur qui commandait l'attaque, il lui fit connaître l'assentiment donné par le général Cavaignac à sa demande, et lui demanda en grâce de suspendre un moment le feu de son artillerie et la fusillade. « Je m'avancerai seul avec mes prêtres, ajouta-t-il, vers ce peuple qu'on a trompé. J'espère qu'ils reconnaîtront ma sou-tane violette et la croix que je porte sur la poitrine. »

« Cette prière fut accueillie, et malgré la gravité de la situation, l'ordre fut donné de suspendre le feu. Plusieurs gardes nationaux conjuraient l'archevêque de leur permettre de le suivre, et, s'il le fallait, de mourir avec lui. Il ne le permit pas. Un brave ouvrier obtint seul la permission de marcher devant lui en portant la grande palme verte qu'il avait choisie pour symbole de ses intentions pacifiques. Quelques autres s'attachèrent à ses pas et le suivirent en trompant sa vigilance.

« Nos espérances étaient déçues. La barricade avait cessé son feu, et ses défenseurs paraissaient montrer des dispositions moins hostiles. A cette bonne nouvelle, l'archevêque traverse la place de la Bastille, court avec ses grands vicaires vers l'entrée du faubourg Saint-Antoine, et un moment se trouve au milieu des insurgés descendus sur la place, auxquels se mêlent plusieurs soldats, empressés sans doute de fraterniser. Mais, en un clin d'œil, quelques collisions éclatent; le cri aux armes! à nos barricades! retentit; un coup de fusil part accidentellement, nous le pensons, et aussitôt la terrible fusillade recommence avec énergie. Il était huit heures et demie du soir. L'archevêque avait tourné la barricade, il était entré dans le faubourg par le passage étroit d'une maison à double issue et s'efforçait d'apaiser du geste et de la voix la multitude qui semblait vouloir l'entendre et applaudissait à sa démarche, quand une balle l'atteignit dans les reins. « Je suis frappé, mon ami », dit-il, en tombant, à l'ouvrier qui portait la palme verte. Les insurgés s'empressent autour de lui, le relèvent dans leurs bras et l'emportent, par des issues qui leur sont connues, chez le curé de Saint-Antoine, la plupart en lui donnant des marques de vénération et d'amour, et en répétant : « Quel malheur! il est blessé, notre bon père, notre bon pasteur, qui était venu pour nous sauver. » Dans ce court trajet, une balle frappa aussi, mais d'une blessure moins grave, un fidèle domestique qui avait réussi à suivre son maître.

« Des deux grands vicaires, séparés un instant de leur archevêque par la confusion d'un pareil moment, l'un erra une partie de la nuit sans pouvoir pénétrer auprès du prélat qu'il ne rejoignit que le matin; l'autre, jeté au pied de la colonne de Juillet, y resta quelque temps exposé au feu de la barricade, puis traversa en courant le faubourg de la Bastille, au milieu du croisement des balles qui atteignaient que son chapeau. Il apprit bientôt la blessure de l'archevêque, le lieu de sa retraite, et put s'y faire conduire en obtenant le libre passage par quelques maisons du faubourg. Il trouva le vénérable prélat entouré, au presbytère Saint-Antoine, des soins les plus affectueux et les plus dévoués. Il était couché par terre sur un matelas, comme un de ces blessés qu'il venait de visiter. La paix et la sérénité étaient sur son front. Son grand vicaire, qui venait d'apprendre toute la gravité de sa blessure, se jette à genoux à côté de lui en lui baisant les mains, et en lui redi-

sant les paroles si souvent répétées dans les heures précédentes : « *Bonus Pastor animam suam dat pro ovibus suis.* Le bon pasteur donne sa vie pour ses brebis. » L'archevêque lui dit aussitôt : « Grâce à Dieu, vous n'êtes pas blessé. Je suis heureux de vous avoir auprès de moi, et vous et les bons prêtres qui m'environnent. Je ne manquerai pas de secours spirituels. » Dans la première heure, la douleur ne fut pas fort vive et n'annonçait pas au Messie l'extrême gravité de sa situation. Toutefois les médecins, sans avoir perdu tout espoir, craignaient qu'il ne passât pas la nuit, et il devenait nécessaire de lui faire connaître la vérité. Cette douloureuse démarche fut rendue facile par le pieux pontife. Dès qu'il se trouva seul avec son grand-vicaire : « Vous avez un devoir d'ami fidèle à remplir, lui dit-il, vous devez m'avertir de ma situation ; ma blessure est-elle grave ? — Oui, Monseigneur, très grave, mais nous ne sommes pas sans espoir, et nous prions tant pour vous ! — Il est plus probable que j'en mourrai, n'est-ce pas ?

— Oui, Monseigneur, humainement, il est plus probable que vous en mourrez. » Il se recueillit sans rien perdre de son calme, et levant les yeux vers le ciel : « Mon Dieu, je vous offre ma vie, acceptez-la en expiation de mes péchés, et pour arrêter l'effusion du sang qui coule. Ma vie est bien peu de chose ; mais priez-la. Je mourrais content, si je pouvais espérer la fin de cette horrible guerre civile, si mon sacrifice terminait tant de malheurs. » Il répétait souvent : « Mon Dieu, mon Dieu, je remets mon âme entre vos mains. *In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum.* Je vous ai offensé, je ne vous ai pas assez aimé ! ayez pitié de moi, selon votre grande miséricorde. » Il goûtait ce mot de « miséricorde », et disait : « Les souffrances même que vous m'envoyez sont un gage de votre miséricorde, puisqu'elles m'aident à purifier mon âme, et à faire pénitence. » Puis, revenant vers la pensée de son cher troupeau si cruellement frappé : « Dites-leur bien, dites aux ouvriers que je les conjure de déposer les armes, de cesser cette lutte atroce, de se soumettre aux dépositaires du pouvoir ; certainement le gouvernement ne les abandonnera pas. Si l'on ne peut leur prouver du travail à Paris, on leur en donnera ailleurs ; dites-leur, pour leur plus grand bien, qu'ils se décident à partir. »

On lui faisait remarquer que le feu avait cessé peu après sa démarche, et qu'on était plein d'espérance qu'il ne recommencerait pas le lendemain. Cette pensée semblait apporter du baume sur sa terrible blessure. Une inquiétude paraissait altérer la sérénité de son âme et la joie de son dévouement ; il la communiqua avec l'expression d'un vrai chagrin au confident intime de ses pensées ; c'était la crainte que son héroïque démarche ne fût trop exaltée par les hommes. « Après ma mort, disait-il en soupirant, on va me donner des éloges que j'ai peu mérités. » Les âmes chrétiennes apprécieront l'héroïsme de son humilité presque à l'égal de l'héroïsme de sa charité. Il appelait à son secours Marie, à laquelle il donnait le nom de mère. Il répétait alternativement le *sub tuum praesidium*, la prière de saint Bernard : *Souvenez-vous, ô très-pieuse vierge Marie, etc.*, et ces paroles : *Priez pour nous, pauvres pécheurs, maintenant et à l'heure de notre mort.* Il invoquait les anges, et parmi les saints, surtout saint Denis, son patron et celui de l'Eglise de Paris, qui avait le premier versé son sang pour son Eglise. « Il demanda bientôt à son grand vicaire de recevoir sa confession. Peu après, il lui demanda le viatique. Il était près de minuit. Pendant les préparatifs de cette pieuse cérémonie, il se plaignait que les douleurs, devenues plus vives, l'empêchaient de se préparer suffisamment à la communion qu'il allait faire. Aidez-moi, disait-il, parlez-moi du Saint-Sacrement ; et il entra avec recueilliement dans les pensées de foi et de piété qui lui étaient suggérées.

Son secrétaire particulier, averti par un prêtre dévoué qui avait franchi, sans craindre le danger, l'espace qui nous séparait de l'archevêché, était arrivé avec un second domestique. M. le curé de Sainte-Marguerite était aussi accouru à la triste nouvelle. Le bon prêtre disait à tous de bonnes et sages paroles avec une parfaite liberté d'esprit. Il bénissait ses domestiques, et spécialement ce fidèle serviteur blessé à côté de son maître, qui s'était traîné de son matelas auprès de lui, pour lui baiser encore une fois la main. Ils sanglotaient en l'entendant leur demander pardon des impatiences qui avaient pu lui échapper avec eux. « Cependant tout était prêt pour la réception des derniers sacrements. Les prêtres ayant commencé, il y répondait avec calme au milieu de l'émotion des prêtres qui l'entouraient. Après avoir reçu l'extrême-onction, il renouvela avec fermeté la profession de sa foi, et spécialement de sa foi à la présence réelle de N. S. Jésus-Christ dans le sacrement adorable de l'eucharistie qu'on venait d'apporter. Le prêtre lui ayant dit que Jésus-Christ, qui avait souffert et qui était mort pour le salut du monde, venait le visiter et descendre dans son âme pour être sa force, pour l'aider à souffrir et à mourir aussi pour le salut de son troupeau, il se recueillit, goûta cette pensée, et reçut avec une sainte émotion le viatique des mourants.

Tout le reste de la nuit fut accompagné de souffrances cruelles. Les plaintes qu'elles lui arrachaient étaient accompagnées de nouveaux élan de piété : « Mon Dieu, que je souffre ! non est dolor sicut dolor meus. Je vous offre mes souffrances ; que ma volonté ne s'accomplisse pas, mais la vôtre. Mon Dieu, je vous aime, vous êtes mon père, le meilleur et le plus tendre des pères. » Puis revenant encore à son cher troupeau : « Mon Dieu, si je souffre, je l'ai bien mérité, moi ; mais votre peuple, votre pauvre peuple, faites-lui miséricorde ; parce, Domine, parce qu'il est pauvre, ne in aeternum irascaris nobis. »

Le matin, le docteur Cayol, son médecin et son ami, était enfin parvenu à le rejoindre, ainsi que le grand vicaire, qui en avait été violemment séparé la veille. On chercha les moyens de transporter l'auguste blessé à l'archevêché. Le maintien des barricades rendait ce projet presque impossible. Les insurgés qui avaient veillé en silence toute la nuit autour de l'asile qui avait reçu le bon pasteur, venaient avec anxiété chercher de ses nouvelles. Les hommes, les femmes, les enfants montraient la plus vive émotion et laissaient couler des larmes en apprenant la triste réalité. Les grands vicaires, le curé de Saint-Antoine, les autres prêtres présents, y ajoutaient le récit des paroles admirables par lesquelles le bon pasteur leur conjurait de déposer les armes et de profiter du délai qui venait de leur être accordé pour faire leur soumission ; on leur répétait surtout le vœu si ardent du pontife blessé à mort : « Que mon sang soit le dernier versé. » Ils baissaient la tête avec une vive douleur, et nous ne doutons pas que l'impression profonde produite dans l'immense faubourg par le dévouement pastoral n'ait contribué pour beaucoup à rendre la dernière résistance peu longue, et à hâter la pacification générale.

Vers une heure, dès que le chemin fut ouvert, l'archevêque fut placé sur un brancard fabriqué à la hâte ; des ouvriers du fau-

bourg, des soldats, des gardes nationaux, réunis par une affection et des regrets communs, ne se disputaient plus que l'honneur de porter ce précieux fardeau. Un cortège formé à la hâte de soldats et d'officiers des différents corps, se mit en marche avec les prêtres, les médecins, les serviteurs du prélat ; une longue haie de peuple pénétré de respect, de douleur, d'admiration, la garde nationale et les troupes pleines des mêmes sentiments, et rendant les honneurs militaires, l'accueillaient sur son passage. On se jetait à genoux, et l'on faisait le signe de la croix, comme devant les reliques d'un martyr. Des prêtres accourus de tous les points de Paris le regurent à l'archevêché tout baignés de larmes, mais aussi tout fiers de la gloire si sainte de leur pontife. Paris tout entier partageait ce double sentiment, et, au milieu de si grands malheurs, ce malheur semblait dominer tous les autres. La paix, la sérénité, la pitié de l'archevêque étaient toujours les mêmes, à mesure que le mal faisait de plus profonds ravages. Il bénissait les soldats de son escorte, tombés à genoux au tour de son lit ; il répondait à ses grands vicaires et aux membres de son chapitre, de son clergé, de ses séminaires, se pressant tous autour de lui, que ce n'était pas pour sa guérison qu'il fallait prier, mais pour que sa mort fût subite. Il baisait souvent avec pitié un crucifix qu'on lui présentait, en lui rappelant que c'était le souverain pontife qui le lui avait envoyé comme un gage de sa tendresse paternelle, et qu'il y avait attaché des indulgences pour l'article de la mort.

Les plus illustres médecins et chirurgiens de la capitale avaient inutilement été appelés : tout espoir était perdu. Son agonie commença le mardi vers midi. Depuis ce moment jusqu'à quatre heures et demie, heure de sa mort, les prières de la recommandation de l'âme furent récitées à travers les sanglots d'une nombreuse assistance de prêtres, de gardes nationaux, d'hommes de toutes les conditions. Quand enfin le saint archevêque eut rendu le dernier soupir, un des grands vicaires ayant rappelé aux prêtres présents, et tout baignés de larmes, quelques-unes des plus touchantes paroles du martyr de la charité, tous tendirent la main sur son corps, et jurèrent de consacrer, à son exemple, leur vie et jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la gloire de Dieu et le salut de leurs frères.

Ce serment, tout le clergé de Paris et de la France le répète, et il le tiendra.

Détails sur l'insurrection de juin.

Les rapporteurs chargés hier d'instruire sur les événements de juin ont terminé les interrogatoires des individus arrêtés pendant les jours de combat. Il ne reste plus à interroger que les personnes qui, arrêtées depuis deux jours, sont restées détenues dans les mairies ou chez les commissaires de police. Demain elles seront conduites devant les rapporteurs siégeant aux Tuileries et au Palais-de-Justice. Les caveaux des Tuileries ont été complètement évacués ; tous les prisonniers que l'on a gardés en état de dépôt ont été transférés dans les prisons désignées par l'autorité supérieure.

On a diversement parlé de la situation de la mairie du 12^e arrondissement, dans les quatre jours que nous venons de traverser. Voici la vérité : le vendredi soir, 25, tout y était dans un état précaire, et l'administration municipale faible et sans aucune énergie. L'insurrection se trouvait concentrée sur la place du Panthéon et s'étendait ses larges ramifications dans toute la largeur des rues Saint-Jacques et Moutetard, en disposant du faubourg Saint-Marcel et de la place Maubert, entourée d'une multiple ceinture de barricades. La mairie était abandonnée à la surveillance d'une cinquantaine de gardes nationaux.

Le samedi 24, le maire et ses adjoints avaient quitté leurs écharpes. Cependant le nombre toujours croissant des insurgés s'agitait dans la rue et menaçait l'hôtel de la municipalité ; une invasion paraissait inévitable, et le pillage en devenait la suite. Dans ce moment, il s'est rencontré un homme qui, par son courage, a su détourner le flot de l'insurrection. M. Theubet, inspecteur, délégué des écoles primaires du 12^e arrondissement, arrivé de grand matin à la mairie et trouvant le secrétaire fortement indisposé, l'engagea à se retirer en se chargeant lui-même de ses fonctions. M. Theubet, resté seul à la tête de la mairie, crut devoir prendre les dispositions nécessaires. Il reçut de tous les employés présents l'assurance de leur dévouement.

A chaque instant, les insurgés, en nombre considérable, rangés en ordre, tambour en tête et bannière déployée, se portaient devant la mairie, demandant de la poudre et des armes avec des cris de mort et des vociférations horribles ; M. Theubet se présentait à eux affrontant leurs menaces, refusant les munitions et s'opposant à l'invasion de la mairie. Plus d'une fois, son courageux dévouement a mis ses jours en danger ; cependant, craignant d'encourir le blâme d'avoir voulu prendre à lui seul la responsabilité des actes administratifs, il envoya chercher M. Delaistre, qui était sorti pour combattre l'insurrection.

M. Parent-Aubert, chirurgien-major de la légion, décoré de Juillet, qui s'était distingué par son zèle et son dévouement à se porter sur tous les points pour soigner les blessés, avait établi une ambulance dans une de salles de la mairie. M. Theubet le fit appeler auprès de lui, et, en l'absence de toute autorité municipale, lui proposa dans ce moment difficile de revêtir l'écharpe de maire.

M. Parent-Aubert crut de son devoir de ne point refuser ; il accepta, et les affaires administratives furent gérées avec ensemble.

Un capitaine du 10^e bataillon de la garde mobile, M. Lavater, était tombé entre les mains des insurgés ; c'est aux efforts réunis de MM. Parent-Aubert et Theubet que ce brave officier a dû de trouver un asile inviolable dans la mairie ; ils ont empêché la construction d'une nouvelle barricade que les insurgés avaient commencé à élever pour menacer le poste.

Le vice-président de l'Assemblée nationale, M. Corbon, avec deux de ses collègues, dans leur visite à la mairie, ont applaudi à la généreuse initiative de ces messieurs, et les ont engagés à continuer leur service.

Une rigide surveillance a été exercée toute la nuit au milieu des appréhensions continuelles d'une attaque de la part des insurgés.

Le dimanche 25, MM. Parent-Aubert et Theubet ont remis leurs pouvoirs provisoires entre les mains des trois représentants chargés du soin de veiller à l'administration du 12^e arrondissement.

De nouveaux renseignements portés dans la journée d'hier à la connaissance de la justice viennent compléter ceux dont nous présentons le résumé dans notre précédent numéro. La police avait été informée qu'un ouvrier du faubourg Saint-Antoine, disparu de son domicile depuis les premiers moments de l'insurrection, s'était vanté d'avoir tiré le coup de fusil qui a donné la mort

à l'archevêque de Paris, et, comme preuve à l'appui de son assertion, avait montré des fragments de la ceinture que portait par-dessus sa soutane violette le courageux prélat au moment où il avait franchi la barricade des insurgés.

D'actives recherches ayant été faites pour découvrir cet individu, on apprit hier dans la matinée qu'il se trouvait chez un sieur Alphonse Lenseille, marchand de vins, rue de Charonne, 92. Des agents du service de sûreté y furent aussitôt envoyés, et l'on s'assura de la personne de cet individu, qui déclara se nommer François Manchon, être âgé de vingt et un ans, exercer la profession de garçon épicer et loger en garni rue de Charonne, 105. Interrogé sur les propos qu'il avait tenus, il ne les nia pas d'une manière complète et chercha seulement à en atténuer la gravité.

Pressé de questions, il se jeta d'abord dans des divagations ; puis enfin, revenant à la vérité, il fit une déclaration dont voici à peu près les termes : « Ce n'est pas moi qui ai tué l'archevêque, car le coup de fusil qui l'a atteint, le dimanche 25, a été tiré d'une fenêtre d'un second étage, tandis que je me trouvais avec les insurgés dans la rue. Lorsqu'on l'eut enlevé blessé pour le porter à l'hôpital Saint-Antoine, je me repliai sur la deuxième barricade de la rue Charenton. J'y étais depuis quelques minutes seulement, et la fusillade continuait toujours, lorsqu'un insurgé arriva, tenant à la main la ceinture de l'archevêque, dont chaque bout était garni d'un gros gland d'or. »

« J'en réclamai la moitié ; mais celui qui la tenait n'était pas disposé à s'en dessaisir, lorsqu'un troisième insurgé, intervenant, la coupa en trois morceaux avec son sabre. J'avoue avoir montré le morceau qui m'échut dans le partage et avoir tenu des propos qui s'expliquent par l'état d'ivresse où je me suis trouvé plus tard. Cependant, revenu à la raison, je compris bien que ce fragment de ceinture pourrait me compromettre, je le coupai donc en minces morceaux que je jetai dans les lieux d'aisances, ne gardant que le gland d'or que l'on retrouvera caché dans ma chambre. »

Cette déclaration reçue et ce détail que la ceinture portait à ses deux extrémités des glands d'or ayant été confirmé par MM. les grands vicaires Jacquemet et Ravinet, qui accompagnaient l'archevêque au moment de son glorieux martyre, une perquisition a été faite, dont le résultat a été la saisie du gland indiqué. François Manchon a été immédiatement déferé à la justice militaire.

Dans les nombreuses arrestations qui se sont faites, il y a beaucoup de victimes qui n'avaient pas trempé dans l'insurrection, témoin un garde national blessé devant une barricade, fait prisonnier par les insurgés qui est, dit-on, détenu sans qu'on ait pu parvenir, malgré plusieurs démarches, à le faire sortir de prison.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DE M. MARIE.

Séance du 3 juillet.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Le procès verbal est lu et adopté.

M. de FALLoux demande un congé de dix jours. — Accordé.

Le CITOYEN PRÉSIDENT. J'ai l'honneur de donner connaissance à l'Assemblée de la lettre suivante :

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous informer, au nom du chapitre métropolitain, dont je suis président, que les obsèques de Mgr l'archevêque de Paris sont fixées au vendredi, 7 de ce mois. Elles auront lieu dans l'église métropolitaine de Notre-Dame. La levée du corps se fera à neuf heures du matin, à l'archevêché. »

« Veuillez, Monsieur le président, en donner connaissance à l'Assemblée nationale. »

« JACQUEMET. »

Je propose à l'Assemblée, continue M. le président, de décider qu'une députation de cinquante membres, désignés par le sort, assisteront aux obsèques de Monseigneur. (Oui ! oui !)

M. VEZIN. Je demande que la députation du département de l'Aveyron, où est né Mgr l'archevêque, se joigne à la députation désignée par le sort.

Le CITOYEN PRÉSIDENT. Il est bien entendu que les membres de l'Assemblée pourraient, s'ils le jugent convenable, se joindre à la députation.

M. le président tire au sort la députation de cinquante membres qui doivent assister aux obsèques de l'archevêque de Paris.

Le CITOYEN PRÉSIDENT. Quelques modifications sont apportées à la marche du cortège de demain. Les caveaux de la colonne de Juillet, qui devaient recevoir les corps des victimes, n'étant pas encore préparés, les corps seront provisoirement déposés à l'église de la Madeleine.

La parole est à M. Pascal Duprat pour la présentation d'un rapport. M. PASCAL DUPRAT. Je viens, au nom du comité du travail, proposer à l'Assemblée un projet de décret tendant à abroger un projet antérieur du gouvernement provisoire qui avait limité et réduit les heures de travail.

VOIX NOMBREUSES. Lisez ! lisez !

M. PASCAL DUPRAT donne lecture de son rapport et d'un projet de décret ainsi conçu :

« Considérant que le décret du 2 mars est nuisible à l'industrie et contraire à la liberté du travail,

L'Assemblée nationale décrète :

« Article unique. Le décret du 2 mars est abrogé. »

VOIX NOMBREUSES. Appuyé ! appuyé !

M. JULES FAYRE. Je prie l'Assemblée de m'accorder quelques instants d'attention.

Lundi dernier, un projet de décret sur les ateliers nationaux était à l'ordre du jour, et ce projet était l'œuvre d'une commission en permanence qui devait réglementer l'avenir des ateliers nationaux et rendre à l'Assemblée un compte exact des mesures prises à ce sujet.

La commission était prête lundi dernier à faire son rapport, suivi d'un projet de décret.

Or, ce jour-là même, M. le chef du pouvoir exécutif est venu annoncer que les ateliers nationaux étaient dissous, et que les ouvriers recevraient des secours à domicile ; mais, malgré les paroles du général Cavaignac, il ne doit pas résulter, il me semble, que le projet dut être retiré de l'ordre du jour. (Murmures.)

La commission doit faire son rapport, il est important, je le répète, que le projet préparé, œuvre d'une commission nommée par l'Assemblée, ne disparaisse pas de l'ordre du jour.

Les questions qui se rapportent aux ateliers nationaux sont graves, c'est pour cela qu'il importe à l'Assemblée de les résoudre et d'entendre celui de nos collègues que la commission a choisi pour rapporteur.

M. de FALLoux. Je demande à rectifier une erreur de fait, un rapport a été présenté à l'Assemblée vendredi dernier quand commençait l'émeute.

Le rapport a été distribué ; il n'y a donc plus de rapport à faire ; il ne resterait que la discussion de ce rapport. Or, le jour où cette discussion devait s'ouvrir, le chef du pouvoir exécutif est venu annoncer la dissolution des ateliers nationaux, il ne restait donc plus qu'une question d'ordre. (On rit.) Quant aux reproches qui pourraient être adressés à l'ancienne administration, ce qui doit rester de ces reproches, je l'ai, pour ma part, adressé à la commission d'enquête, et si l'Assemblée veut que j'explique ici... (Non ! non !)

DE TOUTES PARTS. L'ordre du jour ! l'ordre du jour !
M. FAVRE se dirige vers la tribune.
L'ordre du jour est mis aux voix et adopté.
Le citoyen PRÉSIDENT. Je vais donner à l'Assemblée connaissance du résultat des scrutins qui ont eu lieu dans les bureaux pour la nomination de six vice-présidents et de deux secrétaires.

Pour les vice-présidents :

M. Georges Lafayette.	407 voix.
M. Corbon.	453
M. Lacrosse.	549
M. Marrast (Armand.)	531
M. Cormenin.	295
M. Portalis.	290

En conséquence, ils sont proclamés vice-présidents de l'Assemblée nationale.

Scrutin pour les secrétaires.

M. Edmond Lafayette a obtenu	487 voix.
M. Emile Péan	502

En conséquence, ils sont proclamés secrétaires.

Sur l'observation faite par M. Turk qu'une grande dépréciation serait le résultat d'une vente actuelle des forêts de l'Etat, M. Goudchaux répond que la vente n'est pas impérative, mais seulement éventuelle; d'après les termes mêmes du traité passé avec la banque contenant vente à l'Etat de forêts désignées, avec droit de revendre ces forêts à partir du 1^{er} janvier 1849 sous les conditions de publicité et de concurrence ordinaires, et sauf compte avec le trésor pour le déficit ou le bénéfice réalisé.

M. PAULIN GILLOX dit que l'Etat devrait se conserver le droit de rachat et stipuler une vente à réméré à terme de dix ans.

M. DUCLEUX insiste sur la nécessité de l'emprunt qui ne peut se faire qu'à la Banque. Il a fallu des garanties réelles. Dans un an les finances seront remises à flot, et on rachètera les forêts.

M. Goudchaux. Il était important de maintenir le crédit de la Banque qui a résisté à la crise; il fallait donc lui donner toute sécurité: c'est le but du traité en question.

Après un amendement proposé par M. Jules Favre et tendant à proroger au 1^{er} janvier 1840 le délai accordé pour la vente, et qui est rejeté, la clôture est prononcée, et l'ensemble du décret est adopté.

M. RAYNAL demande à interpellier le gouvernement. A deux heures de la nuit, un commissaire de police, accompagné de gardes nationaux, s'est présenté chez lui, et, sur la déclaration qu'il a faite qu'il était représentant, le commissaire s'est excusé en disant qu'il ne connaissait pas la qualité de M. Raynal. C'est, ajoute M. Raynal, un excès de pouvoir monstrueux, et que je signale à mes collègues. De plus, ce matin, à cinq heures et demie, mon appartement a de nouveau été envahi par des gardes mobiles et un commissaire de police, qui, sans m'exhiber d'ordre, a voulu procéder à un interrogatoire auquel j'ai refusé de répondre. Je n'ai pu avoir connaissance de l'ordre en vertu duquel agissait ce commissaire de police; je demande au gouvernement des explications sur ce monstrueux excès de pouvoir.

M. FALATIER, se plaint des mêmes investigations qui ont été faites chez lui où il déclare qu'il a un fusil de chasse, un sabre, un petit meuble (la voix de l'orateur se perd au milieu des rires de l'Assemblée).

M. SENARD, ministre de l'intérieur. J'ai écouté avec attention la communication faite par nos honorables collègues; je les ai entendus avec la pensée d'un homme qui appartient à un cabinet fermement résolu à faire tout ce qui est humainement possible pour rétablir et assurer l'ordre dans Paris (Très-bien! très-bien!). en res, étant tant que possible le domicile du citoyen et l'inviolabilité du représentant. Mais je ne le cache pas, c'est chose difficile dans les circonstances graves où nous nous trouvons... Il y a des nécessités de recherches, de perquisitions, et il faut que nous nous résignions... (Violentes réclamations à gauche. — Interruption.)

Il faut nous résigner à voir nos droits et nos privilèges compromis et à aider les opérations de la justice. Sans cela, il est presque impossible qu'on ne s'introduise pas chez les citoyens les plus inoffensifs et le plus à l'abri du soupçon.

M. SENARD ajoute que dans une heure il sera à même de connaître le fond de cette affaire et d'en instruire l'Assemblée.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret relatif aux associations soit entre ouvriers, soit entre patrons et ouvriers.

M. CH. DUPIN critique le projet et prétend que beaucoup d'industries ne profiteront pas du bénéfice du projet de loi, principalement les industries qui sont le plus en souffrance.

L'Assemblée, consultée, passe à la discussion des articles.

Le projet de décret est précédé d'un préambule ainsi conçu :

« L'Assemblée nationale, voulant encourager l'esprit d'association sans nuire à la liberté des contrats, décrète :

« Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre de l'agriculture et du commerce, un crédit de trois millions, destinés à être répartis entre les associations librement contractées, soit entre ouvriers, soit entre patrons et ouvriers. »

Le préambule et l'art. 1^{er} sont adoptés.

« Art. 2. Le montant de ce crédit sera avancé à titre de prêt sur l'avis d'un conseil d'encouragement formé par le ministre, et aux conditions réglées par le même conseil. » — Adopté.

« Art. 3. Le compte annuel de la répartition du crédit sera présenté à l'Assemblée nationale, et soumis, avec les pièces, à l'examen d'une commission spéciale, qui rendra compte de son examen à l'Assemblée nationale. »

« Art. 4. Les contestations entre les membres de ces associations qui profiteront du crédit, seront portées devant le conseil des prud'hommes. » — Adopté.

« Art. 5. Les avances autorisées par le présent décret sont indépendantes des institutions de crédit qui auront pour but de favoriser le travail agricole et industriel. » — Adopté.

L'ensemble du décret est adopté.

Un Membre fait un rapport sur l'élection de M. de Quatrebarbes, élu par le département du Finistère, qui est validée.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret relatif à l'amélioration de la condition des instituteurs primaires.

M. BONJEAN, à l'occasion de ce projet, examine si la direction de l'instruction primaire par le gouvernement est convenable. On a distribué aux instituteurs primaires des écrits tellement dangereux, que l'auteur croit devoir demander, avant de voter la loi, si c'est par les ordres de M. le ministre de l'instruction publique que ces écrits ont été distribués en son nom.

M. BONJEAN cite le manuel républicain publié sous les auspices du citoyen ministre de l'instruction publique, par le citoyen Pagnerre. (Ah! ah! — Rire et bruit.)

Dans ce livre, l'élève demande à son maître s'il n'y a pas moyen d'empêcher les riches d'être oisifs et les pauvres d'être mangés par les riches. — Oui, répond le maître, il y en a et d'excellents que trouveront les directeurs de la République, quand ils voudront pratiquer le dogme de la fraternité. On peut renfermer la propriété dans de justes limites; il y a des manières de rendre l'oisiveté difficile: quand on aura imposé ces grands propriétaires comme ils doivent l'être, ils seront bien forcés de vendre leurs terres à ceux qui en feront un meilleur usage. (Exclamations diverses.)

M. CARNOT, ministre de l'instruction publique. Le projet de décret sur les instituteurs primaires ne peut éprouver ici aucune contradiction; mais il est l'objet des attaques portées contre l'ensemble de mon administration; c'est donc mon administration que je viens défendre, et je viens examiner si l'ensemble de l'instruction est donné dans un esprit véritablement républicain.

Quand je suis arrivé au ministère, je sortais des barricades de février. (Longue et bruyante interruption.)

QUELQUES VOIX. Il ne s'agit pas de cela.

M. CARNOT rappelle dans un avant-propos très-délayé, qui provoque à plusieurs reprises les marques d'impatience et l'agitation de l'Assem-

blée, les événements qui l'ont porté au ministère; il développe le système qui l'a préoccupé et déclare qu'il a fait préparer le *Manuel républicain* non pour les élèves, mais pour les maîtres, par M. Henry Martin et Charles Renouvier.

UN MEMBRE. Il y a à boire et à manger dans ce manuel.

M. CARNOT termine en disant qu'il est étonné autant qu'affligé des attaques dirigées contre lui, que, dans toute sa carrière politique, il a toujours traité ses adversaires avec bienveillance, et qu'il avait droit d'en attendre autant de leur part.

M. RENOUVIER demande la parole et se défend d'avoir fait le *Manuel républicain*, qui est l'ouvrage de son père. Il défend en quelques mots peut-être ingénieux, mais peu concluants la forme d'exposition des doctrines qu'il renferme.

M. BONJEAN profite de la circonstance pour déclarer que la propriété n'a pas un sol, mais la récompense du travail.

(La voix de l'orateur ne peut dominer l'agitation qui règne dans l'Assemblée. Il résiste aux cris d'impatience et demeure un long temps à la tribune. M. Bonjean, pendant ce temps, resté à la tribune, parcourt le livre dont il a cité des fragments.)

M. BOULAY (de la Meurthe) veut parler au milieu des cris : La clôture! (La voix n'arrive pas jusqu'à nous.)

Le citoyen PRÉSIDENT. Un amendement de MM. Bonjean et Baze propose une réduction de 5,000 fr. sur le crédit d'un million demandé.

M. BONJEAN veut développer son amendement. Le tumulte va toujours croissant. Le bruit des couteaux à papier redouble avec une telle force que de toutes parts on crie : A bas les couteaux! Des interpellations violentes sont échangées dans les diverses parties de la salle. L'orateur prononce quelques mots que nous ne pouvons saisir. Plusieurs membres veulent monter à la tribune, que M. Bonjean occupe toujours sans pouvoir dominer le bruit.

Le citoyen PRÉSIDENT, s'efforçant de dominer le tumulte, annonce qu'il va renvoyer la séance à ce soir, si la chambre ne revient pas au respect qu'elle se doit à elle-même.

QUELQUES VOIX. À M. Bonjean. Parlez! parlez!

AUTRES VOIX. Non! non!

M. BONJEAN. Il y a eu 45,000 exemplaires... (Nouvelle interruption plus bruyante encore que la première.)

M. CLÉMENT THOMAS prononce au milieu du bruit des paroles que nous ne pouvons saisir. Des cris à l'ordre! à l'ordre! se font entendre. On demande un rappel à l'ordre, dit l'honorable membre, je demande pourquoi? (Une altercation violente a lieu entre lui et les représentants qui l'avoisinent. De toutes parts des cris confus partent et se croisent en tous sens.)

QUELQUES VOIX. Monsieur le président, couvrez-vous! couvrez-vous donc!

M. FLOCON, dominant le bruit. Le trouble qui règne dans la salle vient de ce que l'Assemblée ne sait pas si M. Bonjean développe l'amendement qu'il a présenté, ou s'il rentre dans la discussion générale; il faudrait que M. le président le fit connaître à l'Assemblée. Il est certain que si M. Bonjean développe son amendement, il doit être écouté. (Oui! oui!)

Le citoyen PRÉSIDENT. La discussion générale a été close. J'ai annoncé que M. Bonjean avait présenté un amendement; il est constant que maintenant il développe son amendement.

Voix divers : Écoutez! écoutez!

M. BONJEAN. Mon amendement est fort simple. J'ai proposé une réduction minime, prenez le chiffre que vous voudrez. Je pense que la majorité sera avec moi dans cette circonstance (Non! non!), pour déclarer que mon amendement est l'expression d'un blâme contre le ministre. Il n'a pas donné des explications sur les faits que j'ai signalés. J'ai demandé si c'est sur les fonds de l'Université que l'on a acheté 45,000 exemplaires du *Manuel républicain* pour le répandre dans les campagnes? (Aux voix! aux voix! J'ai demandé si le ministre approuvait les principes de ce manuel, et il n'a pas répondu. (Aux voix! aux voix!))

M. CARNOT. L'orateur qui descend de la tribune a soutenu que j'approuvais les doctrines soutenues dans le *Manuel*. J'ai précisément déclaré le contraire à la tribune. (Marques de dénégation. — Aux voix! aux voix!)

M. LEFRANÇOIS. La loi est incomplète; on ne s'occupe que des instituteurs, on oublie les institutrices. (Rumeurs diverses.) Je propose qu'on applique également les termes de la loi à ces dernières.

Le citoyen PRÉSIDENT. On s'occupera plus tard de cet amendement. Quant à présent il s'agit de la réduction de 5,000 fr. proposée par MM. Bonjean et Baze.

De toutes parts : Oui! oui! Votons!

Le citoyen PRÉSIDENT met la réduction aux voix.

Une première épreuve paraît douteuse au bureau.

PLUSIEURS VOIX : Le scrutin de division!

L'Assemblée, en ce moment, est en proie à la plus grande confusion.

Le citoyen PRÉSIDENT lit les articles du règlement sur le nouveau mode de procéder pour le scrutin de division.

MM. les représentants restent à leurs places. Les huissiers font circuler les urnes de rang en rang. Les votes sont ainsi recueillis assez rapidement, car il y a un huissier par division.

Nous remarquons que lorsque les urnes sont déposées sur la tribune, et alors que le dépouillement du scrutin est fort avancé, des représentants viennent déposer leur billet.

Cette tardive remise produit une vive agitation parmi les membres du bureau.

Nous entendons parler d'annulation du scrutin. L'opération du dépouillement du scrutin n'en continue pas moins.

En voici le résultat :

Nombre de votants. 617

Majorité absolue. 309

Pour l'adoption. 314

Pour le rejet. 303

L'Assemblée adopte l'amendement de M. Bonjean, c'est-à-dire une réduction de 5,000 fr. sur le crédit demandé.

M. le président se dispose à donner lecture du projet de décret amendé par M. Bonjean; mais l'Assemblée n'est plus en nombre, la discussion est renvoyée à vendredi.

Le citoyen PRÉSIDENT rappelle que demain, à neuf heures et demie, l'Assemblée se réunira au palais de l'Assemblée pour aller, de là, assister à la cérémonie funèbre qui aura lieu sur la place de la Concorde. Il donne lecture du programme de la cérémonie.

La séance est levée à 7 heures.

Vendredi, à deux heures, séance publique.

FAITS DIVERS.

Une descente de police a eu lieu aujourd'hui rue d'Alger et rue de Rivoli.

On se préoccupait beaucoup dans les couloirs de l'Assemblée de la double violation de domicile d'un représentant du peuple qui a eu lieu à cette occasion.

On parlait de démarches faites pour que la question ne fût pas portée à la tribune nationale.

Il nous paraît impossible, cependant, que des faits de cette nature soient couverts d'un voile tellement impénétrable, qu'un pareil acte attentatoire à la souveraineté nationale n'amène pas des explications catégoriques.

On assure qu'il se prépare une discussion qui promet d'être très-vive, entre le général Cavaignac et les membres de l'ex-commission exécutive, sur le défaut de précautions qui a amené l'explosion de l'insurrection du 23 juin. Dans les couloirs de l'Assemblée, les amis et adhérents des deux partis échangeront déjà des récriminations fâcheuses. Espérons au moins que la lumière sortira

de ce conflit, et que le peuple ne sera plus exposé à se tromper sur la capacité et la moralité de ceux qui président à ses destinées.

— Il a été trouvé sur l'un des insurgés des indications qui font connaître par quels moyens l'insurrection se proposait d'arriver jusqu'au palais de l'Assemblée nationale.

Les chefs de barricades devaient se trouver dans le quartier Saint-Lazare, aux environs du chemin de fer; couper la rue du Havre et la rue Tronchet; puis, après s'être rendus maîtres de l'Assemblée, couper également la rue Nationale, et de là menacer l'Assemblée, tandis que d'autres colonnes devaient s'avancer, toujours avec le même système de barricades, du côté de la place de Bourgogne.

Il paraîtrait que l'élan avec lequel se sont réunies les 1^{re}, 2^e et 10^e légions n'a pas permis à l'insurrection de commencer son attaque sur ces divers points en même temps que dans les quartiers Poissonnière, Saint-Antoine et Saint-Jacques.

— On a découvert et saisi ce matin, chez un habitant de la rue du Cherche-Midi, 82 fusils.

Trente fusils de munition ont également été saisis rue Sainte-Anne.

— Un capitaine de la 1^{re} légion, chargé de procéder au désarmement du faubourg Saint-Antoine, s'est trouvé contraint, pour sa défense, de passer son sabre au travers du corps d'un individu qui, après avoir refusé de rendre ses armes et l'avoir injurié, se précipitait sur lui armé d'un couteau et cherchait à l'en frapper. Un procès-verbal régulier a été dressé et revêtu des signatures des témoins, gardes nationaux, militaires et habitants du faubourg qui se trouvaient présents sur les lieux.

— La petite promenade du Jardin de l'Archevêché à la pointe supérieure de la Cité, vient d'être enlevée pour quelques jours aux promeneurs et aux bonnes d'enfants. La grille d'enceinte a été fermée ce matin, et l'intérieur se couvre de tentes de campement.

Les efforts qu'ont faits les deux partis, dans ces derniers jours de lutte, pour se rendre maîtres de la Cité, expliquent assez cette concentration de troupes sur ce point important. Un grand nombre de pavillons s'alignent dans l'intérieur des allées; plusieurs sont appuyés contre les vieux murs de Notre-Dame, contre la fontaine gothique qui s'élève en pyramide au milieu des tentes et des arbres du jardin, et figure assez bien le clocher d'une bourgade militaire. Quand on voit notre vaillante armée, après de si rudes fatigues, bivouaquer encore sur le pavé des rues et les dalles des trottoirs, abritée seulement par quelques débris de planches enlevées aux barricades ou sur des chantiers en construction, il n'est pas un habitant qui ne fasse de grand cœur le sacrifice de son propre plaisir et de la seule promenade qui lui permette, dans ce quartier si peu privilégié, de quitter sa demeure étroite pour respirer le grand air.

— Le 22^e bataillon de la garde mobile, est un de ceux qui ont le plus souffert dans les journées de juin. Placé sous le commandement du brave chef de bataillon Arrighi, il a commencé le 23 au pont Notre-Dame, et après avoir pris une bonne part dans la prise des nombreuses barricades du faubourg Saint-Jacques, de la rue Saint-Antoine, place Baudoyer et la Bastille, il termina ses travaux à la barrière du Trône. Une pièce de canon et huit drapeaux enlevés sur les barricades, voilà les trophées que ce brave bataillon a offerts le 5 juin, à l'Assemblée nationale. Il a eu un brave lieutenant tué, huit officiers blessés, parmi lesquels figurent le brave commandant Arrighi et le capitaine Robin, sept mobiles tués et 56 blessés.

Administration générale des hôpitaux, hospices civils et secours à domicile de Paris.

Mouvement du 5 juillet 1848.

Existants le matin, 572 hommes, 53 femmes, 584 militaires. — Total, 1,189.

Reçus dans le jour, 25 hommes, 1 enfant. — Total, 26.

Total général, 597 hommes, 53 femmes, 1 enfant, 584 militaires. — En tout, 1,215.

Sortis définitivement, 8 hommes, 9 militaires. — Total, 17.

Décédés, 8 hommes, 2 militaires. — Total, 10.

Total des sortis et des décès, 16 hommes, 11 militaires. — En tout, 27.

Restants le soir, 581 hommes, 53 femmes, 1 enfant, 573 militaires. — Total, 1,188.

Ambulances, 554 hommes.

Total général, 1,542.

Certifié véritable par le délégué du Gouvernement près les hôpitaux, A. DUMONT.

Le secrétaire général, L. DUBOST.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — Le gouvernement provisoire de Milan montre une louable fermeté à l'égard du cabinet de Vienne; non-seulement il refuse la paix et l'indépendance du pays au prix de cent millions de florins que lui demande l'Autriche pour payer sa dette, mais bien loin de vouloir céder Venise, il va jusqu'à revendiquer le Tyrol autrichien. C'est dire que les négociations de paix entamées avec Milan sont rompues.

Des préparatifs faits à Mantoue donnent lieu de croire que Radetzky se propose de marcher sur la capitale de la Lombardie; s'il s'en rendait maître, elle aurait sans doute le sort de Padoue, qui ressemblera bientôt à un désert, car 6,000 habitants ont déjà fui de la ville. Les Autrichiens y ont déjà épuisé la caisse publique, rétabli l'ancienne inquisition, et les soldats se mettent aujourd'hui à piller les boutiques. Ne serait-il pas temps enfin que la France intervint? La Péninsule trahie par Charles-Albert ne semble pas pouvoir réaliser sa devise : *L'Italie fera tout par elle-même*?

Bourse de Paris du 5 Juillet.

FONDS FRANÇAIS.

5 0/0.....	49	»	Banque de France.....	1520	»
4	55	»	Banque d'Alger.....	»	»
4 1/2.....	65	»	Oblig. de la ville de Paris.	1200	»
5 0/0.....	76	»	Dons du Trésor.....	8 0/0	»

Le Gérant : JULES BORDOT.

Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.

VENDREDI 7 JUILLET 1848.

1^{re} ANNÉE. — N° 4.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

	Paris.	Départ.	Étranger.
Trois mois...	4 fr. 50	8 fr.	12 fr.
Six mois...	9	16	24
Un an...	18	32	48

Les abonnements datent des 1^{er} et 16 de chaque mois.

LA VÉRITÉ

JOURNAL DES VRAIS INTÉRÊTS DU PEUPLE.

PRIX DES ANNONCES ANGLAISES

(les seules admises).

50 centimes la ligne.

Toute lettre non affranchie sera rigoureusement refusée.

SOMMAIRE. — M. Carnot et M. de Vaulabelle. — La cérémonie funèbre. — La théorie des barricades et le plan d'insurrection. — Le Manuel républicain de l'homme et du citoyen; M. le ministre de l'instruction publique et l'éditeur Pagnerre. — Nomination de M. de Vaulabelle. — Les empoisonnements par l'eau-de-vie falsifiée. — Insurrection de juin; nouveaux détails. — Faits divers. — Bulletin des départements. — Bulletin de l'étranger. — Châteaubriand, sa vie et sa mort.

PARIS, 6 JUILLET.

M. Carnot a suivi de près la Commission exécutive. Il n'a pas pu résister à la tempête d'hier. Quelques journaux affirment que cette tempête a été suscitée par le comité des membres de l'Assemblée qui se réunit dans la rue de Poitiers. Ce comité représente, comme on sait, la République constitutionnelle. M. Bonjean n'aurait été que le bon émissaire de cette pseudo-République.

Nous l'avouons franchement, la personne et les principes de M. Carnot nous ont toujours inspiré fort peu de sympathie. Les circulaires électorales en faveur de l'ignorance par lesquelles il a débuté comme ministre de l'instruction publique nous avaient fait assez mal augurer de son administration. On pense bien que la publication du *Manuel républicain* ne nous a pas fait revenir sur son compte.

Nous ne verserons donc point de larmes sur la chute de M. Carnot, mais nous demanderons aux nombreux républicains qui ont prêté leur concours à la République constitutionnelle de la rue de Poitiers pour éprouver un coup d'Etat, de se tenir en garde, à l'avenir, contre les pièges que peut et que veut leur tendre cette coterie.

M. Carnot a succombé. Rien de mieux. Peu de gens y trouveront à redire; mais il ne faut pas que la réunion prétende, après cette brèche faite au ministère actuel, le démolir pierre à pierre, pour pénétrer elle-même dans la place.

Nous ne savons pas si M. Vaulabelle, le nouveau ministre de l'instruction publique, fait partie de la petite République constitutionnelle de la rue de Poitiers. Nous ne le pensons pas. Tout ce que nous connaissons de M. Achille Vaulabelle, son passé politique, son *Histoire des deux Restaurations*, nous portent à croire que l'enseignement trouvera en lui un homme studieux, un philosophe pratique à qui les leçons du passé auront appris les dangers que doit éviter l'avenir.

M. Vaulabelle comprendra, nous l'espérons, combien la mission que lui imposent ses nouvelles fonctions est grande et noble. C'est à lui qu'il appartient de préparer une organisation de l'enseignement assez complète, assez féconde pour rendre la génération qui doit nous succéder, apte à profiter des bienfaits de la liberté et du nouveau développement des institutions républicaines.

Cérémonie funèbre en l'honneur des citoyens morts pour la défense de l'ordre.

Ce matin seulement, à quatre heures, nous avons appris par une affiche qui nous était adressée, que le programme de la cérémonie funèbre annoncée pour aujourd'hui était modifié.

Dès hier cependant, l'Assemblée nationale avait été informée que le cortège partant de la place de la Révolution s'arrêterait à l'église de la Madeleine, où seraient déposées les dépouilles mortelles renfermées dans le catafalque symbolique des citoyens morts pour la défense de l'ordre et de la vraie liberté.

Cette résolution a été dictée, nous a-t-on dit, par un sentiment de convenance politique; nous ne chercherons pas à l'expliquer, mais toutefois nous regrettons que le Gouvernement se soit décidé si tardivement à un changement de programme qui a rendu inutiles bien des préparatifs, et qui a déçu les espérances de bien des citoyens qui venaient rendre par leur présence, sur le passage du cortège, un dernier et éclatant hommage aux victimes des journées de juin.

Dès le matin une foule innombrable occupait les bas-côtés des boulevards depuis la place de la Révolution jusqu'à la Bastille. Les portes Saint-Martin et Saint-Denis disparaissaient presque entièrement sous des tentures noires semées de larmes d'argent et ornées de couronnes d'immortelles. Sur les tentures de la porte Saint-Denis se détachaient en lettres d'argent les trois mots : *Liberté, Égalité, Fraternité*; deux écussons, placés à droite et à gauche, portaient les initiales R. F.

Le péristyle du théâtre des Variétés était également tendu de drapeaux noirs, rehaussés d'arabesques d'argent, des trophées de drapeaux étaient disposés de chaque côté de l'entrée. Les propriétaires de ce théâtre avaient voulu s'associer au deuil général par une manifestation publique; il est regrettable que leurs patriotiques intentions n'aient été réalisées qu'à demi par suite du nouveau programme.

La colonne de Juillet était couverte dans toute sa hauteur d'un long crêpe noir parsemé d'étoiles, mais les travaux des deux colonnes qu'on avait commencé à élever sur la place de la Bastille, avaient été suspendus dès la veille.

À sept heures le rappel a commencé à battre dans les divers quartiers; dès sept heures et demie une population immense était déjà répandue aux abords de la place de la Concorde.

Au milieu de cette place et sur une large plate-forme à laquelle on arrive par un grand escalier où s'élevait un autel gigantesque faisant face aux Tuileries, et reposant sur un soubassement en granit, rose. L'escalier, tapissé de draperies noires, est formé de croix latines sculptées et reliées entre elles par des anneaux de pierre.

Sur le soubassement se développent de longues bandes de velours noir semé d'argent.

L'escalier se termine par une plate-forme sur laquelle s'élève un autel d'une grande richesse d'ornementation, et qui supporte six magnifiques candélabres, le tabernacle est une croix d'or d'un beau travail.

Derrière l'autel règne une large draperie noire sur laquelle se détache une grande croix d'argent.

Le baldaquin est supporté par quatre colonnes cannelées d'un style renaissance avec ornementation argentée et relevée en bosse. Ces colonnes sont d'un dessin peu sévère; mais elles se marient heureusement avec le baldaquin qu'elles soutiennent; leur sommet est surmonté d'une petite croix d'argent reposant sur une boule.

Le baldaquin est formé de draperies en velours noir d'une beauté, d'une richesse de dessin peu communes. Des arabesques d'argent s'enlacent et forment des bordures resplendissantes d'éclat; une frange d'argent termine la décoration de ces draperies, dont le fond est coupé par de larges bandes verticales également en argent. Sur la façade, le baldaquin porte trois médaillons peints à l'huile et se détachant sur un fond d'or; celui du milieu représente *Dieu*, un bras étendu, et de l'autre portant le livre de la loi. Les deux médaillons qui servent de pendentifs représentent deux anges portant chacun un encensoir.

Le dessous du baldaquin est garni d'étoffes en soie blanche, lamées d'argent. Vingt lampes d'argent y sont appendues. Le baldaquin se termine par un dôme argenté, surmonté d'une croix haute et hardie; des quatre côtés de ce dôme, de longs crêpes et des torsades nattées d'argent descendent jusqu'au bas du monument et en complètent l'ensemble et l'harmonie.

Le palais de l'Assemblée nationale est tendu de noir dans toute sa hauteur; les colonnes elles-mêmes sont également tapissées de noir, depuis leurs piédestaux jusqu'à leurs corniches; ces dernières sont découvertes. Sur le fronton se lit, en lettres d'une grandeur monumentale : *République française*. Une étoile d'argent surmonte cette inscription; une guirlande de cyprès se prolonge sur toute l'étendue de la façade.

L'église de la Madeleine est recouverte de draperies funèbres, seulement le fronton est découvert et les colonnes ne sont tapissées que jusqu'au tiers de leur hauteur. Sous le fronton se balance une large bannière semée d'étoiles et coupée par une croix.

À huit heures, les troupes prennent position sur la place de la Concorde. Le défilé commence par des dragons. Suivent la garde républicaine, la garde mobile à pied et à cheval et la garde marine. On remarque que le commandant Bacle, de la garde mobile à cheval, qui est blessé, suit dans une voiture.

Toutes ces troupes, ainsi que l'artillerie de la garde nationale et la garde nationale se déploient et occupent les postes qui leur ont été désignés.

À neuf heures, le général Changarnier, suivi d'un nombreux état-major, parcourt les rangs de la garde nationale; bientôt arrivent les divers corps constitués, l'Université, l'Institut, l'École de droit, la Cour des comptes, la Cour d'appel, le conseil d'Etat, les frères des Ecoles chrétiennes et les députations des Ecoles, qui prennent place avec les députations des gardes nationales de la province et de la banlieue des deux côtés de l'autel.

Le clergé descend de la Madeleine sur deux longues files, et l'évêque de Langres, représentant du peuple, assisté de l'évêque d'Orléans et d'un autre évêque, montent à l'autel et attendent que l'Assemblée nationale soit venue prendre les places qui lui sont réservées.

Le tambour bat, le général Cavaignac s'avance accompagné du citoyen Marie, président de l'Assemblée nationale; ils sont suivis des vice-présidents et des représentants. Nous remarquons parmi ces derniers, les citoyens Louis Blanc, Ledru-Rollin, Arago, Larochejaquelein, Armand Marrast, Clément Thomas qui paraît se ressentir encore de sa blessure, Flocon et le fils du brave général Négrier.

Le pouvoir exécutif, les ministres et les représentants du peuple prennent place sur des banquettes placées de chaque côté de l'obélisque.

Un soleil brûlant tombe à-plomb sur la place; sur les terrasses des Tuileries apparaît comme une mer de têtes qui s'agitent et se soulèvent; les feux des baïonnettes et des casques se croisent et se mêlent.

Toute cette foule est calme et recueillie.

Il est dix heures.

Le char funèbre s'avance. Ses proportions sont gigantesques, sa forme, simple et massive, est celle d'un sarcophage. 16 chevaux caparaçonnés de draperies noires brodées d'argent et à la tête couverte de plumes, traînent ce char. Une draperie de deuil le ceint de tous côtés, et une croix blanche l'embrasse dans toute sa longueur en retombant sur les extrémités; des guirlandes de cyprès, des couronnes d'immortelles, des branches de laurier, sont les seuls ornements qu'on y remarque; sur le devant, deux trépiéds s'élèvent d'où s'élancent des flammes vertes. L'inscription : *Morts pour la République*, se détache en avant du char, et le derrière est orné de trophées, de drapeaux tricolores et d'urnes funéraires.

La messe commence, elle est chantée en faux-bourdon. Les masses chorales produisent un effet de grandeur et de simplicité difficile à décrire. Nous n'estimons pas à moins de huit cents le nombre des choristes, et nous croyons être encore au-dessous de la vérité.

À l'élévation, les tambours battent aux champs, les trompettes sonnent, les troupes présentent les armes et mettent le genou à terre, la cavalerie salue du sabre.

Le chant lugubre du *De profundis* produit une vive sensation, et bientôt le service divin se termine au milieu du recueillement général.

L'office divin terminé, le cortège se dirige vers la Madeleine dans l'ordre suivant : un escadron de la garde nationale à cheval

ouvre la marche. Les généraux Changarnier et Perrot, entourés d'un nombreux état-major, suivent le premier détachement derrière lequel s'avance sur deux longues files tout le clergé du diocèse de Paris, qui psalmodie les prières des morts. L'évêque de Langres, coiffé de la mitre, est assisté de deux chanoines honoraires de Paris; ensuite, à ses côtés, suivent l'abbé Fayet, évêque d'Orléans, représentant du peuple, et un autre haut dignitaire de l'Eglise.

Deux cents tambours choisis dans les régiments et les différents corps qui résident à Paris, sous la conduite d'un tambour-major de la garde nationale, font entendre de temps en temps un roulement que le crêpe qui recouvre leur caisse rend encore plus lugubre.

Des détachements de garde nationale, de garde mobile et de troupe de ligne marchent à ces sons funèbres. À mesure que ces différents corps arrivent à la grille de l'église, ils se massent sur la place de la Madeleine.

L'évêque de Langres, précédé de tout le clergé, monte les degrés qui conduisent au sanctuaire et s'arrête sous la bannière funèbre appendue au fronton du monument.

Le char est entouré des délégués de la garde nationale, de la troupe de ligne, de la garde mobile et des différents corps de cavalerie et d'infanterie qui se trouvent à Paris, tous sans armes et le crêpe au bras.

Les cordons du poêle sont tenus par des représentants de ces mêmes députations; parmi lesquels nous remarquons un jeune garde mobile du 7^e bataillon, le bras en écharpe; il tient une partie d'un cordoa dont l'extrémité est entre les mains d'un représentant du peuple. Le char est d'une hauteur telle, que son sommet se trouve de niveau avec le second étage des maisons de la rue de la Révolution. À son passage, les tambours battent aux champs et les troupes présentent les armes.

Le clergé, qui est resté sur les marches de l'église, se découvre à son approche, et l'évêque de Langres descend quelques degrés pour aller recevoir cinq cercueils qui sont tirés du sacophage et déposés devant la porte principale de l'église où des supports ont été préparés pour les recevoir.

À ce moment l'émotion de la foule est à son comble. Un frémissement universel en parcourt tous les points. On entend des sanglots étouffés, quelques femmes poussent des cris déchirants.

Ceux qui pleurent et sanglotent ainsi sont les parents ou des amis des victimes. Anarchistes, voyez votre ouvrage!

Cependant les marches de l'église sont couvertes de troupes qui présentent les armes chaque fois qu'un nouveau cercueil vient occuper la place qui lui est réservée. Le clergé commence alors la cérémonie de l'Absoute, et la voix de l'officiant, quoique faible et brisée, s'entend parfaitement, tant le silence est religieux.

Après le dernier verset, l'évêque de Langres jette le premier quelques gouttes d'eau bénite sur les cinq cercueils; le clergé suit son exemple. L'abbé Fayet remet alors le goupillon dans les mains du général Cavaignac, qui s'avance et rend les derniers devoirs à ceux qui avaient combattu avec lui.

Après le chef du Pouvoir exécutif, le président de l'Assemblée nationale, et successivement tous les représentants, tous les membres des députations faisant partie du cortège accomplissent cette touchante cérémonie.

De nouveaux détachements de troupes ferment la marche du cortège, et à mesure qu'ils arrivent sur la place de la Madeleine, ils se forment en colonnes et défilent, soit par les boulevards, soit par les rues adjacentes, selon les localités où ils sont casernés.

Aussitôt que les dernières députations ont jeté l'eau bénite, on fait la levée des corps, et ils sont portés dans l'église et déposés dans un caveau où ils resteront jusqu'à ce que les travaux en cours d'exécution à la colonne de Juillet permettent de les transférer dans la dernière demeure qui leur est destinée.

La cérémonie est terminée. La foule s'écoule en silence et dans un profond recueillement. Il est deux heures de l'après-midi.

À quatre heures les boulevards ont repris leur aspect habituel, seulement tous les visages sont tristes, tous les cœurs sont oppressés.

La France vient de rendre les derniers devoirs à ses enfants les plus dévoués; laissons-la pleurer sur leurs cendres.

Le *Journal des Débats* publie un article ayant pour titre : *De la guerre des barricades dans les rues de Paris*, on y lit le passage suivant :

« Dans les derniers jours de février les pavés étaient à peine remplacés, que le nouveau gouvernement songeait à relever au besoin les barricades contre la garde nationale et contre la partie de la population que l'on prétendait animée d'un esprit réactionnaire, accusation qui frappe désormais tous les amis de l'ordre social. Alors, on forma secrètement un bataillon des barricades, dont les membres devaient servir d'instructeurs dans tous les quartiers et on leur enseigna théoriquement l'art de les construire avec le plus de rapidité possible et celui de les disposer avec le plus d'avantage. »

« Les barricades étaient marquées sur un plan de Paris. On y avait indiqué aussi les édifices, les monuments à fortifier pour en faire des citadelles centrales. On ne s'en donna plus, d'après cela, des savantes combinaisons déployées par les insurgés de juin. Ils suivaient un plan tracé sous les auspices même du gouvernement, et, pour l'exécuter avec ensemble et régularité, ils avaient ces hommes du bataillon secret, ces instructeurs à qui le peuple donnait le titre de professeurs de barricades. La révolte possédait ainsi des moyens combinés qu'elle perfectionnera sans doute encore à la première occasion, il est bien permis aux citoyens qui rejettent la guerre civile avec horreur de se faire à leur tour un plan de défense. »

Qui donc représente ce plan transparent qu'on jette en pâture à l'opinion et qui cependant ne compromet personne. Dites, dites

bien haut les noms de ces hommes qui sont devenus criminels à ce point d'appeler la guerre civile au secours de leur ambition, et de faire de l'insurrection un art funeste, une abominable théorie.

Où donc est ce plan de Paris où on a indiqué la place des barricades, les édifices, les monuments à fortifier.

C'est, dites-vous, sous les auspices du Gouvernement que tout cela s'est fait. C'est bien.

Alors ce gouvernement tombé n'est plus seulement suspect au pays, il est coupable, il est coupable du crime de lèse-nation, il a fait couler le sang des amis de l'ordre, il a égaré quelques-uns, excité, payé, peut-être, les autres. S'il n'est pas coupable, il est du moins accusé. Accusé-le donc hautement, vous qui lui avez succédé; votre justice ne doit pas avoir deux poids et deux mesures; vous devez frapper également le crime et la trahison, où qu'ils se trouvent, et par vous les puissants du passé doivent devenir, s'ils ont démerité, les accusés du présent.

Voilà M. Carnot fort empêché avec ce malencontreux *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*, publié sous ses auspices par M. Pagnerre, éditeur, lequel est le même, nous dit-on, que l'ex-secrétaire général de l'ex-gouvernement provisoire. M. Carnot a acheté à M. Pagnerre 20,000 exemplaires à 50 centimes de ce manuel si fort en suspicion aujourd'hui, et un journal assure ce matin que les frais de ce précieux petit livre ne se sont pas élevés à 6 centimes par exemplaire, ce que nous croyons, du reste, sans peine, et ce qui fait honneur à l'esprit spéculateur de l'éditeur-homme politique.

Nous avons parcouru le *Manuel républicain de l'homme et du citoyen*; titre ravissant qui seul suffit à faire juger le contenu sur la couverture, et nous comprenons plus que jamais les scrupules des représentants qui ont attaqué les doctrines qu'il renferme.

Il nous suffira d'en citer quelques passages pour donner la mesure des salubres doctrines qu'il eût inculquées dans nos départements, grâce à MM. Carnot, ministre de l'instruction publique, et Pagnerre, éditeur.

« L'élève. — Pouvez-vous me dire quel est le premier devoir de l'homme? »

« L'instituteur. — Le premier devoir de l'homme est de vivre, tout comme le premier de ses semblables est de lui en fournir les moyens. »

« L'élève. — Existe-t-il des moyens d'empêcher les riches d'être oisifs, et les pauvres d'être mangés par les riches? »

« L'instituteur. — Cui, il en existe, et d'excellents. Les directeurs de la République trouveront ces moyens aussitôt qu'ils voudront sérieusement pratiquer la fraternité. Il en est de la propriété et du libre usage du capital, comme de toutes les autres libertés. La loi, qui les reconnaît, peut et doit les renfermer dans certaines bornes. Sans détruire le droit d'héritage, on peut le limiter pour l'intérêt public, et sans supprimer l'intérêt du capital, on peut prendre beaucoup de mesures pour le rendre aussi faible qu'on voudra. Alors, l'oisiveté sera difficile au riche, et le pauvre trouvera facilement crédit pour s'enrichir. »

« La loi peut imposer toutes sortes de conditions à ceux qui ont la terre et même les exproprier moyennant indemnité, s'ils en font un mauvais usage. Quant à ces grands propriétaires que vous avez raison de craindre, sachez que s'ils payaient à la République un impôt convenable, et de bonnes journées à leurs travailleurs, ils se verraient bientôt obligés pour la plupart à vendre leurs terres à des citoyens qui en tireraient meilleur parti qu'eux. On fera des lois pour cela quand on voudra. »

Voici maintenant comment on y traite la liberté de l'industrie, laquelle aurait produit, selon l'auteur, la guerre acharnée du travailleur contre le maître, et aurait donné à la France une aristocratie nouvelle, cent fois plus dangereuse que l'aristocratie de noblesse, l'aristocratie d'argent.

« L'élève. — La République a donc le droit d'intervenir dans les conditions du travail, et dans le règlement des prix et des salaires? »

« L'instituteur. — Sans doute elle a ce droit. Elle l'exerce au nom du peuple... La République, en assurant au commerce et à l'industrie la liberté, acquiert par cela même le droit de soumettre cette liberté à toutes sortes de conditions tirées de l'intérêt commun. C'est ce qu'on appelle *Organisation du travail*. »

« L'élève. — Donnez-moi une idée de cette organisation. »

« L'instituteur. — Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'elle se fondera sur deux choses : 1° L'association des travailleurs; 2° le règlement du commerce et de l'industrie par les lois de la République. Mais c'est un sujet sur lequel je ne m'étendrai pas davantage en ce moment; il n'est pas nécessaire de vous rendre si savant. »

Aimables et douces doctrines! Ne semble-t-il pas que M. Louis Blanc ait laissé tomber dans ce livre une parcelle de ses doctrines sociales?

Quant à la famille, l'auteur ne se prononce pas, il laisse à l'Assemblée constituante le soin de voir ce qu'il y a à faire à cet égard. On aura à examiner :

« Si le régime républicain de l'égalité et de la liberté ne doit pas ajouter quelque chose aux droits de la femme dans la famille; si, dans l'intérêt du mariage lui-même, il n'est pas bon que le divorce soit rétabli; enfin si l'impôt qui frappe la transmission des biens par héritage ne pourrait pas se régler plus équitablement dans l'intérêt commun de la République et des familles. »

Ce n'est pas tout, le *Manuel républicain* contient en outre l'apologie de la République de 93, il excuse ce qu'il appelle ses violences, encore un peu et il nous parlera de sa mansuétude et de sa clémence.

« Si elle a commis des violences, elle y fut provoquée par l'audace des traités et l'universelle coalition des rois; mais qu'elle a été si peu cruelle, qu'elle n'a jamais fait souffrir ceux qu'elle mettait à mort. »

Voici donc la justification des murmures significatifs qui accueillirent la proclamation à la tribune du nom de M. Carnot comme ministre de l'instruction publique. Si c'est là l'instruction que M. Carnot entend répandre en France, sachons gré aux représentants de l'énergique protestation qu'ils ont faite hier et de la manière décidée avec laquelle ils ont donné congé à M. Carnot; car nous ne doutons pas que le mauvais vouloir manifesté par

l'Assemblée ne s'adresse au ministère et non à la classe si intéressante et si méritante des instituteurs primaires.

Allons, monsieur Carnot, allez rejoindre vos ex-confrères. L'opinion publique ne vous permet pas d'hésiter.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

Le président du conseil du pouvoir exécutif, de l'avis du conseil des ministres,

Arrête :

Le citoyen Vaulabelle est nommé ministre de l'instruction publique, en remplacement du citoyen Carnot, dont la démission est acceptée.

Paris, 5 juillet 1848.

Le président du conseil chargé du pouvoir exécutif,
E. CAVAIGNAC.

On lit dans le *Moniteur* :

« La correspondance officielle des Antilles, arrivée par la voie d'Angleterre, va jusqu'au 9 juin pour la Martinique, et jusqu'au 10 juin pour la Guadeloupe. »

« A cette date, les deux commissaires généraux de la République venaient de prendre possession du gouvernement de ces colonies. Les détails qu'ils transmettent à ce sujet sont d'un caractère rassurant. »

« A la Martinique, la présence de l'autorité nouvelle, la promulgation officielle des actes de la métropole pour l'abolition de l'esclavage, les mesures prises pour leur exécution, avaient produit un effet favorable. Sur la plupart des habitations, dont les ateliers s'étaient désorganisés après l'insurrection des derniers jours de mai, le travail avait repris. Le commissaire général Perrinon avait dirigé, sur les différents points de l'île, des agents chargés d'expliquer aux nouveaux affranchis leurs droits et leurs devoirs d'hommes libres, tout en leur faisant comprendre la nécessité du travail. »

« Dans la commune du Prêcheur notamment, qui avait été le premier théâtre des douloureux événements annoncés par les précédentes dépêches, l'ordre paraissait complètement rétabli par la seule présence du commissaire général qui s'y était immédiatement transporté. « J'y ai réuni les ateliers en grand nombre autour de moi, dit le citoyen Perrinon, et j'ai obtenu qu'ils reprendraient lundi les travaux de la culture, sauf à conclure ultérieurement leurs arrangements avec les propriétaires du sol. J'ai aussi engagé et presque décidé certains propriétaires à retourner sur leurs habitations sans attendre davantage. »

« A la Guadeloupe, le citoyen Gatine constate le maintien de la tranquillité conservée sous l'administration de son prédécesseur, le capitaine de vaisseau Layrolle. L'arrivée du commissaire de la République avait été accueillie avec enthousiasme, et l'esprit général de la population faisait concevoir les meilleures espérances pour la conservation du travail. »

Nous avons publié un rapport adressé à M. le maire de Paris par M. le docteur Héreau, et duquel il résulterait que les bruits d'empoisonnements par le moyen d'eau-de-vie falsifiée seraient complètement dénués de preuves. Voici une lettre qui nous est communiquée, et de laquelle il faudrait tirer une conclusion toute contraire :

« Monsieur,

« Plusieurs journaux ont rapporté, notamment le *Moniteur* et le *National*, que les eaux-de-vie saisies sur les cantinières, et analysées par M. Pelouze, ne contenaient aucun poison. »

« Le 25 au soir, j'ai été appelé à l'Assemblée nationale pour donner des soins à plusieurs malheureux militaires, victimes de ces lâches empoisonnements. Un de ces militaires étant dans un état désespéré, j'ai dû me hâter d'être introduit auprès des cantinières arrêtées, pour reconnaître la nature du poison qui se trouvait dans les eaux-de-vie; une de ces cantinières, qui avait trois bouteilles dans son panier, m'offre d'abord à goûter de deux de ses bouteilles, dont les eaux-de-vie n'avaient aucune saveur de poison. Ayant poussé mes investigations sur la troisième bouteille, je l'ai trouvée contenir une dissolution concentrée d'un poison corrosif, ayant la saveur de l'acide arsénieux (arsenic blanc). »

« J'en ai fait mon rapport au président de l'Assemblée nationale et au commissaire de police de l'Assemblée. »

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre serviteur. »

TILLARD,

« Chirurgien aide-major du bataillon de Fréneuse (Seine-et-Oise).
La Roche-Guyon, 5 juillet 1848. »

P. S. Je vous autorise à publier cette lettre si vous le jugez convenable.

Insurrection de juin.

M. le colonel Bertrand a réuni aujourd'hui, au Palais-de-Justice, les rapporteurs près les deux conseils de guerre, pour connaître le résultat de leurs travaux préliminaires. Tous les individus arrêtés, sauf quelques rares exceptions, ayant été interrogés, il faut maintenant procéder à la division, par catégories, des individus qui, selon les charges portées contre eux, doivent être transportés dans les colonies ou jugés par les conseils de guerre.

En attendant les instructions qui seront données à cet égard, les substituts et les greffiers s'occupent de classer par journée de combat et par quartier de barricades, selon un ordre alphabétique, les dossiers de tous les individus interrogés.

Un renseignement parvenu à M. le commandant-rapporteur Courtois d'Hurbal, a fait connaître que le capitaine Robert, de la garde nationale de La Chapelle-Saint-Denis, qui était chef commandant d'une barricade, n'était autre qu'un certain remplaçant déserteur, depuis quatre ans, du 50^e régiment de ligne. C'est en prenant le faux nom de Robert que le remplaçant Jennisset était parvenu à se soustraire aux recherches de l'autorité et à captiver les suffrages de ses concitoyens.

Bien que la place du Panthéon soit toujours occupée par les troupes, nous avons pu visiter aujourd'hui l'Ecole de droit, de même que le Panthéon et tous ses abords. Les bâtiments de l'Ecole ont eu beaucoup à souffrir. Les boulets, la mitraille et les balles y ont fait d'affreux ravages. L'appartement de M. Ducauroy a été dévasté et criblé de balles. Celui de M. Duranton est encore plus endommagé. Il paraît que pendant que l'Ecole était au pouvoir des insurgés, ceux-ci ont voulu fusiller M. Reboul, qui défendait les archives du secrétariat contre les violences d'une foule d'individus qui avaient envahi le rez-de-chaussée. MM. Ducauroy et Duranton fils, ayant voulu exhorter les insurgés à se rendre, furent vivement menacés. M. Duranton père, accourant de son côté, se trouvait dans une position assez périlleuse, lorsqu'un des émeutiers s'approchant de lui s'écria : « Je vous connais; vous êtes un brave. Vous m'avez donné il y a quinze ans une consultation sans

vouloir rien recevoir. Je vous prends sous ma protection. Personne ne vous touchera. » Grâce au secours de ce nouvel ami, M. Duranton put soustraire son fils et son collègue à la fureur des insurgés.

Le général Duvivier est toujours au Val-de-Grâce, et on est loin d'être rassuré sur les suites de sa blessure. L'état de la partie atteinte présentait de l'inflammation; la plaie, que le blessé a malheureusement négligée dans les premiers moments, n'a pu être examinée et nettoyée. Il est à craindre que l'articulation ne soit gravement lésée. On sait que le général a reçu une balle dans le métacarpe du pied.

Le bruit s'était répandu ce matin dans Paris, et particulièrement dans le quartier du Palais-de-Justice, que des troubles avaient lieu au faubourg Saint-Antoine, sur lequel, disait-on, il avait été nécessaire d'envoyer des forces imposantes. Informations prises, nous avons acquis la conviction qu'il s'agissait seulement du désarmement de la partie du faubourg la plus rapprochée des barricades, opération qui avait en effet nécessité un certain déploiement de forces, attendu que, indépendamment du désarmement, il fallait opérer des arrestations nombreuses. Ces arrestations se sont faites, d'ailleurs, sans la moindre résistance, et les magistrats et les agents de police qui y procédaient ont pu amener sans rencontrer d'opposition au dépôt de la préfecture et à la Conciergerie les individus contre lesquels avaient été décernés des mandats, tandis que des voitures chargées de fusils provenant du désarmement étaient dirigées vers la mairie.

On a saisi ce matin au domicile d'un sieur Ch... tailleur, rue de Loursine, un baril de poudre dont il n'a pu expliquer la possession, et qu'on soupçonne avoir fait partie des munitions apportées dans ce quartier par les insurgés dans la soirée du 22 juin.

Les dossiers des procédures instruites au château des Tuileries et à la Conciergerie du Palais-de-Justice donnent la mesure de l'exaltation de quelques-uns des insurgés. On a trouvé sur eux des papiers contenant des professions de foi, des commentaires sur la déclaration des Droits de l'homme et des proclamations au peuple. Il y a des inculpés au domicile desquels on a saisi d'énormes cahiers écrits de leur main.

Les officiers en retraite qui ont exercé les fonctions du ministère public dans les tribunaux militaires sont venus prêter leur concours pour accélérer l'instruction des procédures. M. le commandant Albert, officier supérieur de la marine, a été adjoint au château des Tuileries au chef d'escadron d'état-major, rapporteur du 1^{er} Conseil de guerre.

FAITS DIVERS.

— Depuis quelques jours, la foule se porte dans l'île Saint-Louis, pour visiter les restes mortels de Mgr l'archevêque de Paris; le nombre des personnes était aujourd'hui si considérable, que la file des visiteurs, rangés sur quatre rangs, embrassait toute la partie de l'île comprise entre les quais d'Anjou, d'Orléans et de Béthune.

Ce n'est qu'après avoir parcouru cet espace à pas lents, qu'au bout de trois ou quatre heures d'attente, on parvenait dans l'hôtel de l'archevêché. Le pieux recueillement de ce public, composé en grande partie de femmes appartenant à toutes les classes de la société, n'était interrompu que par les cris incessants des marchands qui parcouraient la file en offrant en vente des médailles, des portraits et des récits de la mort glorieuse du saint prélat.

Cependant, ce pèlerinage a paru ne pas convenir à un locataire de la maison du quai de Béthune, n° 48, qui a commencé par jeter sur le public toutes sortes d'ordures; bientôt on a vu tomber sur le quai une pluie de chiffons, de débris de chaussures, de vieux souliers. Malheureusement, parmi ces débris se trouvait un petit pot à cirage, qui, tombant sur l'ombrelle d'une dame, a trouvé peu de résistance, l'a traversée et blessé cette dame à la tête. Aussitôt quelques personnes se sont précipitées dans la maison pour connaître l'auteur de ce méfait, et elles l'ont signalé aux agents de police.

— *Comptoir national d'Escompte.* — Le conseil d'administration, désirant contribuer de tout son pouvoir à la reprise des affaires, a décidé, dans sa séance du 5 juillet, qu'à dater du 5 courant, la retenue de 1 p. 0/0 cessera d'être prélevée sur les bordereaux admis à l'escompte par le comptoir national.

— Plusieurs cas de folie se sont déclarés dans les quartiers du faubourg du Temple et de Ménilmontant, à la suite des terribles événements dont ces deux points ont été le théâtre; dès le mardi 27 juin, deux femmes de la rue Corbeau ont été frappées d'aliénation mentale, et hier samedi, on a conduit au dépôt de la préfecture de police, pour de la être transférée dans une maison de santé, madame D... qui habite rue Ménilmontant, n° 100. La folie dont ces infortunées sont atteintes se traduit par des cris de peur et de détresse, tels que : *Au secours! ne nous tuez pas!* etc.

— Un grand nombre de jeunes gens se présentent depuis quelques jours à l'hôtel des conseils de guerre, rue Cherche-Midi, afin de contracter des engagements pour l'armée.

— La mairie du 12^e arrondissement vient d'être reconstituée par la commission de représentants que le chef du pouvoir exécutif a chargée de la direction des intérêts municipaux de cet arrondissement.

M. Trélat, ancien ministre des travaux publics, est nommé maire à la place de M. Pinel-Grandchamps.

M. Gerono conserve ses fonctions de premier adjoint.

M. Decaisne (de l'Institut et du Muséum d'histoire naturelle) est nommé deuxième adjoint en remplacement de M. Marie.

— Quelques jours avant les événements de juin, M. le maire de Paris avait ordonné l'ouverture des listes d'inscription dans toutes les mairies, pour enregistrer les noms des ouvriers, industriels et commerçants de la Seine aptes à élire les quatre conseils de prud'hommes.

Les événements ayant interrompu cette formalité, par un nouvel arrêté de la mairie de la capitale, un nouveau délai est accordé aux électeurs.

Les listes seront rouvertes à toutes les mairies le 6 juillet et ne seront fermées que le 15 au soir.

Le jour auquel les élections auront lieu sera ultérieurement fixé.

— Un incident assez étrange a mis en émoi le Palais ce matin. A mesure qu'ils sont interrogés par la commission militaire, les individus, pris pendant l'insurrection et qui sont enfermés à la Conciergerie, sont ramenés dans la prison avec la précaution que

motivent les circonstances. Chaque inculpé est tenu sous le bras par un garde national, et le cortège s'achemine sous la conduite d'un sergent-major et d'un huissier audientier. Au moment où l'une de ces escouades traversait la salle des Pas-Perdus, guidée par l'huissier Pique, un des inculpés profite d'un moment de distraction de son gardien, lui échappe par un brusque mouvement et gagne à toutes jambes une des portes. Mais malheureusement pour lui, il se trompe de porte, et au lieu de celle qui mène à la cour de la Barillerie, il se jette à corps perdu dans la porte qui conduit au parquet du procureur de la République. Il fut aussitôt repris dans ce lieu sans issue et réintégré à la Conciergerie.

L'autorité militaire adoucit autant que le permet la sûreté publique la rigueur des consignes que commande l'état de siège. La circulation est rendue plus facile, même à une heure assez avancée dans la soirée. Les bons citoyens comprennent d'ailleurs la nécessité d'un état de choses qui ne peut finir qu'alors que toutes les mesures nécessaires pour prévenir le retour de tout désordre auront été prises. Ainsi, par exemple, le désarmement est loin d'être terminé, et l'état de siège seul peut permettre que cette mesure, si importante au salut de la cité, soit exécutée sans délai et sans hésitation. On sait, en effet, que si l'état de siège n'existait pas, aucune visite domiciliaire ne pourrait se faire sans un mandat nominatif délivré par un magistrat. Or, on calcule qu'il y a encore plus de vingt mille fusils à recevoir ou à saisir.

Depuis quelques années, les gages des ouvriers employés, à l'année, dans les fermes, ont doublé de prix : preuve encore du mouvement désordonné qui a entraîné une partie de la population virile des campagnes dans les villes et dans les ateliers. Cette augmentation excessive des salaires ruraux contribue beaucoup à la détresse de l'agriculture. C'est à la mi-juillet que, dans un grand nombre de départements, les travailleurs cultivateurs s'engagent pour toute une année.

Or, les ateliers nationaux comptaient en foule des déserteurs des travaux des champs, et l'administration a tous moyens de les connaître et de les renvoyer dans leur pays. La multitude énorme des ouvriers résidant à Paris en serait d'autant diminuée, les fermiers et les propriétaires trouveraient plus facilement des travailleurs qui, eux-mêmes, auraient une condition et un bien-être assurés.

Un accident qui aurait pu avoir des suites sérieuses est arrivé au chemin de fer de Versailles (rive droite). Au moment où le convoi de midi et demi arrivait au débarcadère de Versailles, le frein de la machine s'est brisé, et la locomotive a été frapper avec violence contre les parois du quai. Deux fortes charpentes établies en vue des accidents de ce genre ont été fendues dans toute leur hauteur. Une dizaine de personnes ont été blessées. Les contusions les plus graves sont échues à un brave mobile qui, après être sorti sain et sauf de quatre jours de combats continus, allait passer quelques jours dans le sein de sa famille.

On nous apprend à l'instant que la gangrène s'étant déclarée à la blessure du général Duvivier, l'amputation de la jambe a été jugée nécessaire.

On a fait courir hier à la Bourse le bruit que MM Ledru-Rollin et Louis Blanc avaient été arrêtés par ordre de la commission parlementaire d'enquête. Ce bruit était tout à fait inexact.

On a déjà parlé d'une proposition lui dans l'un des bureaux de la chambre, et qui aurait pour objet de déférer, avant tout vote de la constitution, pour un délai qui n'excéderait pas une année, la présidence de la République au général Cavaignac.

On espère, par ce moyen, dégager de toute préoccupation de temps et de personnes le débat qui va bientôt s'ouvrir sur notre pacte fondamental.

La proposition, avant d'être déposée sur le bureau de l'Assemblée, sera soumise à la signature des membres du parlement. On espère qu'elle réunira du premier coup de 450 à 500 adhésions.

Par arrêté du président du conseil des ministres, chargé du pouvoir exécutif, en date du 4 juillet 1848, les officiers du commissariat de la mairie dont les noms suivent, ont été admis à faire valoir leurs droits à la retraite pour ancienneté de services :

Commissaires généraux. — Portier (Simon-Nazaire). — De Prygny (Jean-Baptiste-Nicolas-Guillaume). — Lange (François) — Gerbidon (Hyacinthe-Benjamin).

Commissaires. — Cabaret (Jean-Malo). — Bergevin (René-Pierre-François-Marie). — Chesnel (Michel-Pierre). — Petit de la Saus-saye (Silvestre). — Sirand (Joseph-Antoine). — Burle (Louis-Paul-Eloi).

Commissaires adjoints. — Raby (Barthélemy-Jean-François). — Merlin de Milran (Daniel-Marie-Louis). — Lataud (Jean-Joseph-Benoît-Marcelin).

Sous-commissaires. — Courcelles de Fayard (Jean-Baptiste-Guillaume). — Robecq (Marie-Pierre-Dominique). — Poullain (Nicolas-Jean-Benjamin). — Eyraud (Jean-Louis-Joseph). — Gondal (Henri-Julien). — Bourgoin (Claude). — Audemar (Claude-Marie). — Galle (Jean-François-Casimir). — Hébert (Elienne). — Dufour (Guillaume-Marie). — Rassé (Pierre-Romain-Jules). — Rabot (Jean-Laurent).

Le ministre de l'intérieur a visité, le 4 de ce mois, les hospices et hôpitaux de Paris dans lesquels ont été déposés, en plus grand nombre, les citoyens appartenant à la garde nationale, à l'armée, à la garde mobile et à la garde républicaine, et qui ont payé, de blessures plus ou moins graves, le triomphe de l'ordre sur l'anarchie, de la République honnête et pure sur des factions démagogiques. Il a visité successivement l'hospice de la Charité, les cliniques, l'hôpital Saint-Antoine, l'hôpital Saint-Louis et la maison des incurables du faubourg Saint-Martin. Partout il a porté des paroles de consolation, et une foule de mots venus du cœur ont été recueillis et acceptés avec émotion par ces blessés que leur courage a placés si haut dans l'estime de leurs concitoyens. « Vous avez payé pour nous, leur a dit le ministre ; la République n'oubliera pas la dette qu'elle a contractée envers ses défenseurs. Ces noms inscrits au pied de ces lits de douleur ne doivent pas rester seulement gravés dans la mémoire de tous, et le Gouvernement sera heureux de pouvoir exprimer la reconnaissance du pays à ceux qui se sont dévoués pour le sauver. »

Nous n'avons pas besoin de dire avec quels sentiments a été accueillie partout la visite du ministre. Partout les blessés répondaient aux paroles affectueuses qui leur étaient adressées par le souvenir du dévouement de ces dernières journées. « Qu'il nous soit permis, disaient-ils, de serrer la main du président Sénard, et qu'il sache bien que, dans ces jours malheureux, notre courage a été soutenu par le sien, par celui du digne chef militaire que l'Assemblée nous avait donné. » (Moniteur.)

Il a paru à Paris, chez Martinon, 4, rue du Coq, une notice très-complète des événements qui viennent d'ensanglanter Paris.

Cette brochure, due à la plume de M. A. de Braguelonne, est ornée d'une vingtaine d'illustrations représentant les principaux épisodes des terribles journées de juin 1848 et les portraits des généraux et des personnages célèbres qui y ont joué un rôle. Elle a pour titre : 80 heures de guerre civile, histoire illustrée des journées de juin 1848. Le prix est de 25 centimes.

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

On écrit de Mulhouse, 2 juillet :

« Les ouvriers de deux fabriques de toiles peintes s'étaient mis en grève ; nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui que le travail n'a été suspendu que fort peu de temps : les ouvriers imprimeurs, éclairés sur leurs véritables intérêts, sont tous rentrés immédiatement dans les ateliers. »

« Il n'en a pas été de même à l'égard de la filature de MM. Dolfus-Mieg et compagnie : les ouvriers ont fait grève jusqu'ici ; il est à peu près démontré que le plus grand nombre ne cèdent qu'à des instigations et des menaces de quelques-uns de leurs camarades, et que ceux-ci sont eux-mêmes sous l'influence d'émissaires venus du dehors et dont les traces ont été facilement reconnues sur différents points de l'Alsace. C'est à l'autorité à veiller sur les démarches de ces fauteurs de désordres et à empêcher que les bons ouvriers ne souffrent plus longtemps d'une tyrannie aussi déplorable. »

« D'après les renseignements que nous avons pris, il paraît que ce refus de travail est la conséquence d'un nouveau tarif, dont les conditions assurent cependant à l'ouvrier laborieux un salaire moyen de 2 fr. 25 c. par jour. Ce tarif, affiché le 25, jour de paie, n'avait donné lieu à aucune observation ; mais le lundi suivant, 26, les fileurs refusèrent de travailler, sous prétexte qu'ils n'arriveraient pas aux quantités fixées pour obtenir la paie qu'on leur laissait entrevoir. Les promesses les plus positives leur furent faites à cet égard ; elles furent même affichées à l'extérieur de la filature ; on s'engageait à changer le tarif si, après l'essai d'une quinzaine, l'ouvrier fileur n'avait pas gagné, en moyenne, 26 à 27 francs net, pour cette quinzaine. »

« Mais ni des assurances aussi positives, ni les exhortations les plus paternelles ne purent décider les meneurs à se rendre à la raison ; quelques ouvriers se remirent à leurs métiers ; ils les quittèrent bientôt, cédant sans doute à la crainte de mauvais traitements de la part de ceux qui persistaient à ne pas vouloir travailler. Le lendemain, le moteur fut encore mis en activité, sur les promesses faites par plusieurs de retourner au travail, mais personne ne vint, et depuis lors la filature est restée fermée. »

« Ainsi, l'obstination des ouvriers fileurs, ou plutôt les menées de quelques-uns d'entre eux, privent de travail près de trois cents autres ouvriers, dont les salaires, infiniment plus faibles, rendent dès lors la position bien plus pénible encore, et qui mourraient de faim si la maison ne leur accordait pas provisoirement une demi-paie. »

« Toutefois, d'après le maintien et les paroles de beaucoup d'ouvriers fileurs, il est à espérer que cette grève ne se prolongera pas au delà de cette semaine ; un grand nombre, du moins, ont annoncé l'intention de résister aux instigations et de venir reprendre leurs travaux lundi prochain. Espérons que, l'autorité aidant, nous n'aurons plus à nous préoccuper de cette grève d'ouvriers, dans un moment où le travail est tant recherché, où tant de bras en réclament. »

« P. S. Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que les ouvriers fileurs de MM. Dolfus-Mieg et C^e refusent décidément de rentrer dans les ateliers. Mais nous savons aussi qu'aucun désordre n'est à craindre, car des mesures sont prises pour réprimer immédiatement toute tentative de ce genre. » (Industriel alsacien.)

LYON. — « Il nous revient de plusieurs sources que l'on continue à propager dans notre ville, et surtout parmi les ouvriers, des bruits quelquefois absurdes, mais le plus souvent dangereux. Ainsi, on annonçait hier, à la Croix-Rousse, l'arrivée de quinze mille insurgés de Paris, devant préparer un mouvement à Lyon. Est-ce que la police ne pourrait pas parvenir à découvrir les auteurs de toutes les fausses nouvelles qu'on jette en pâture à la population ? Est-ce que surtout la police tardera longtemps à surveiller les groupes qui se forment souvent sur les places publiques pendant la soirée ? »

« On nous rapporte qu'hier, un individu dont le costume n'était pas sans élégance pérorait près du pont Morand, et déclarait ouvertement qu'il fallait organiser ce qu'il appelait le mouvement lyonnais, que celui de Paris n'était pas terminé, que le général Cavaignac était prisonnier, etc. »

« Nous engageons fortement l'autorité municipale à ne pas s'endormir, à surveiller sans relâche les menées de tous les ennemis de la République. Que de regrets, que de remords elle se préparerait, si elle ne faisait pas tous ses efforts pour déjouer les conspirations du désordre ! »

« On nous signale quelques actes de provocation qui ne pourraient manquer d'avoir les plus graves conséquences si l'autorité municipale et les bons citoyens ne prenaient pas des mesures énergiques pour les réprimer. Dans certaines localités, on détruirait les arbres de la Liberté pour jeter l'irritation dans les esprits ; ceux de la commune de Cuire ont été en partie détruits. Un d'eux, élevé en face de l'église, a reçu trente à quarante coups de hache qui ne l'ont coupé qu'à moitié. Celui situé en face du café Georges, sur la place de la commune, a eu la caisse destinée à le préserver brisée aussi à coups de hache. L'œuvre de mutilation n'a été suspendue que par les cris et les menaces d'un citoyen réveillé par le bruit. »

« Les deux au bas de la montée, élevés devant le boulanger et M. Pattison, cabaretier, ont été coupés par le pied. »

« Nous ne saurions blâmer avec trop de sévérité ces actes de vengeance consommés nuitamment et qui n'indiquent que trop combien la liberté est odieuse à certaines gens. Que les bons citoyens préviennent par leur vigilance les actes de vandalisme que la haine de la révolution pourrait encore conseiller ! »

« Il paraît que les postes de nuit sont supprimés dans les communes suburbaines. »

« Nous appelons l'attention de l'autorité sur ce fait, qui, dans les circonstances actuelles, pourrait avoir des conséquences fâcheuses. »

« La police commence enfin à sévir contre les repris de justice, les vagabonds et les mendiants de profession qui, depuis quatre mois, exploitent notre ville et se sont mêlés activement à tous les troubles. Près de deux cents arrestations ont été opérées en deux jours ; les libérés en rupture de ban seront livrés à la justice ; les vagabonds seront renvoyés dans leurs départements avec feuille et indemnité de route ; ceux qui refuseraient ou seraient retrouvés à Lyon, seront reconduits chez eux par la gendarmerie. »

« Il est temps que notre ville soit enfin délivrée des craintes inspirées par la présence de tous ces individus qui ne se plaisent qu'au milieu du désordre. Nous avons assez d'autres sujets de crainte sans perpétuer celui-là. »

« Nous avons annoncé que les ouvriers de Tarare avaient brûlé des tissus de contrebande. Voici, à ce sujet, les détails qui nous sont transmis : »

« Le 1^{er} juillet, sur les sept heures du soir, des ouvriers ont saisi de la broderie que l'on croit de fabrication étrangère, avec d'autant plus de raison qu'elle était cachée dans un réservoir situé sur la route de Feurs, appartenant à un blanchisseur ; ils l'ont apportée à la mairie et voulaient la brûler de suite. Le maire obtint d'eux un retard au lendemain. Les ouvriers ont passé la nuit à l'Hôtel-de-Ville pour garder les marchandises, et le lendemain matin, à dix heures et demie, ils les ont apportées et brûlées sur la place de la Madeleine, après avoir eu soin toutefois d'enlever les têtes de chaque pièce où étaient les initiales de la maison à laquelle elle appartenait. Il y avait 49 rideaux brodés estimés 1,200 francs. Les cendres en ont été déposées à la porte du négociant. »

— On lit dans le *Courrier de Lyon* :

« On nous rapporte qu'hier matin les ouvriers de Tarare ont brûlé, malgré l'intervention du maire et du commissaire de police, une certaine quantité de tissus de contrebande dont ils étaient parvenus à s'emparer. Ils se plaignaient de ce qu'au lieu de les faire travailler, on achetait à bas prix des tissus à l'étranger. Les pièces brûlées sont, nous assure-t-on, des rideaux suisses. »

D'autre part, des lettres que nous recevons se plaignent vivement de ce que, depuis la Révolution de février surtout, le travail se trouve absolument abattu à Tarare par la contrebande qui s'y fait avec une incroyable sécurité. Avant le 24 février, il y avait quatre douaniers. Ce nombre, quoique restreint, mettait à peu près un frein à la fraude ; il paraît que depuis il a diminué, et qu'une préférence avouée s'est manifestée pour les produits suisses et anglais. »

Une pétition a été adressée par quelques fabricants et les ouvriers au commissaire du Gouvernement, pour faire revenir les douaniers qui étaient partis ; il paraît que cette résolution aurait rencontré une résistance assez vive de la part de quelques fabricants. »

Nous pensons que M. le commissaire de la République s'empressera de faire droit à la juste demande de la population ouvrière de Tarare. »

— Le même journal ajoute :

« Il n'est sorte de bruits qu'on ne fasse courir depuis trois jours dans notre ville ; dans quel but ? dans quel intérêt ? Nous l'ignorons. On annonçait hier l'assassinat du général Cavaignac. Que le public se tienne en garde contre toutes ces nouvelles absurdes. »

— On lit dans le *Journal de Villefranche* :

« Depuis quelques jours, une certaine émotion se manifestait parmi les ouvriers des chantiers nationaux établis à la proximité de Villefranche. Mercredi dernier, à six heures du soir, ils entrèrent en ville avec leurs drapeaux ordinaires ; mais, pour la première fois, ils y avaient adapté une cravate noire, comme un signe de deuil. La gravité des circonstances et la vive accentuation du refrain de la *Marseillaise* et d'un chant des *Montagnards*, semblaient donner à ce signe un caractère de provocation. »

« Arrivés au centre de la ville, près de l'église, la colonne s'arrêta un instant ; des cris : *A bas les aristocrates, les ventres blancs !* furent proférés, et une espèce de division s'éleva entre eux ; des voix criaient : *C'est pour ce soir !* d'autres : *c'est pour demain !* Une partie de ces individus se détacha des autres, et arrivés en face du corps de garde, l'un d'eux se permit en passant d'adresser des propos injurieux au commandant de la garde nationale ; mais il fut aussitôt arrêté et déposé dans la prison provisoire de l'hôtel de ville. »

« Le lendemain, à la même heure, les ouvriers étant arrivés au centre de la ville avec leurs enseignes décorées du lugubre emblème, M. le sous-commissaire crut devoir intervenir et en obtint la suppression. Mais le résultat ne fut que momentané, car, après l'éloignement du magistrat, on arbora de nouveau le signe provocateur. M. le maire, qui avait suivi la colonne, s'en étant aperçu, voulut intervenir lui-même pour le faire disparaître ; alors un des émeutiers osa porter la main sur M. le maire et le repoussa vivement ; aussitôt, des citoyens courageux accoururent, se saisirent du perturbateur et ne parvinrent qu'avec beaucoup de peine à l'entraîner à la mairie. De là, il fut conduit par des cuirassiers de garde à la maison d'arrêt, mais, au moment de son introduction, plusieurs individus s'efforcèrent de s'y opposer et furent eux-mêmes incarcérés. »

« Cet acte de vigueur a produit un bon effet ; depuis, l'entrée des ouvriers dans la ville au retour de leurs travaux, a été pacifique et n'a rien offert de répréhensible. Seulement, l'un d'eux, qui s'était présenté insolemment devant le corps de garde avec son drapeau, bravant la défense faite par l'autorité de parcourir les rues avec cet insigne, a été arrêté avec un de ses camarades qui s'était montré aussi avec une attitude de menace. »

« Tous les autres ouvriers étaient rentrés paisiblement chez eux. »

— Sur la demande d'un grand nombre de gardes nationaux de la ville de Bourges, à leur retour de Paris, les quatre bonnets rouges qui surmontaient les quatre poteaux de l'entourage de l'arbre de la liberté, planté sur la place de l'Hôtel-de-Ville, ont été sciés et abattus aux acclamations d'une foule immense. »

— Les bruits les plus sinistres ont couru hier à Valenciennes ; on disait que les insurgés, traqués par la cavalerie de Paris, s'étaient rejetés sur la province et qu'ils dévastaient tout sur leur passage. On disait, entre autres choses, que la ville de Saint-Quentin était livrée à l'émeute et au pillage, que des insurgés étaient même déjà arrivés au Cateau, où ils avaient incendié une manufacture. Tous ces bruits étaient faux. Cependant des mesures de précaution ont été prises et l'autorité veille. »

— On prétend qu'on a saisi à Lyon, chez le sieur Vignat, le plan stratégique de l'insurrection qui devait éclater dans cette ville. »

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — Une feuille allemande dit tenir de source certaine que, grâce à l'intervention des ambassadeurs de Bavière et de Prusse, auprès du cabinet de Turin, le blocus de Trieste est levé. La flotte sardaise se contenterait d'empêcher le transport du matériel de guerre. »

ESPAGNE. — A l'exemple des trabucaires en Catalogne, les car-

listes viennent de se soulever entre Vergara et Plasencia. Le général Alzaa est à la tête de l'insurrection dans les provinces basques. Tout semble indiquer que, sous peu, le foyer de la guerre civile se sera étendu sur tous les points de la Péninsule.

POLOGNE. — L'autocrate est attendu à Varsovie. Le gouvernement russe continue à faire courir le bruit d'une amnistie pleine et entière pour tous les Polonais compromis, incarcérés dans les citadelles ou envoyés en Sibérie. Une pareille manœuvre cache évidemment des vues de conquête ou d'atteinte aux libertés du monde.

ÉTATS-UNIS. — Il paraît qu'une difficulté assez sérieuse s'est élevée entre l'Angleterre et les États-Unis. On sait que les mines d'or et d'argent appartenant à la confédération mexicaine étaient exploitées par des compagnies anglaises. Plusieurs de ces mines se trouvent dans les provinces cédées aux États-Unis, qui élèvent des difficultés au sujet des concessions faites par le Mexique. Un échange de notes a eu lieu, à ce sujet, à Washington, mais la question n'a reçu encore aucune solution.

COLONIE D'HAÏTI. — On assure que notre station navale d'Haïti va être augmentée. On sait que des troubles graves ont éclaté dans les différentes parties de l'île et que l'intervention de nos marins a été nécessaire en plusieurs endroits pour protéger nos nationaux, ainsi que les Européens qui s'étaient mis sous la sauvegarde de notre pavillon.

DANEMARK. — Des lettres dignes de foi, en date d'Apenrade, 30 juin, annoncent qu'une rencontre a eu lieu près de Hadersleben, entre le corps allemand commandé par le général de Taun et les troupes danoises. Celles-ci ont été mises en déroute, et obligées de se replier dans la direction de Meddelfart pour passer en Fionie.

RUSSIE. — Les correspondances de Saint-Petersbourg jusqu'à la date du 24 juin annoncent que le choléra y avait éclaté depuis trois jours, et a déjà fait de nombreuses victimes. Six hôpitaux spéciaux ont été organisés dans les divers quartiers de la ville à l'effet d'y recevoir les cholériques, et on s'occupe activement d'en ouvrir d'autres.

Du 11 au 22 juin, les ravages du choléra à Moscou ont été terribles. Sur 222 individus atteints par la contagion, 122 ont succombé.

Il est officiel que le choléra sévit en ce moment dans plus de vingt gouvernements du sud et de l'ouest de l'empire russe. C'est une raison pour croire qu'avant de donner suite à ses projets de contre-révolution contre l'Allemagne l'empereur y regardera encore à deux fois.

Châteaubriand. — Sa vie et sa mort.

A l'heure même où la France en deuil pleure sur la tombe encore entr'ouverte de ses enfants les plus braves et les plus dévoués, à l'heure où l'église en larmes prie sur la dépouille sacrée du pré-martyr, à l'heure où tant de gloires militaires, où tant de cœurs généreux viennent de s'éteindre sous les balles fratricides, voici qu'une de nos plus belles gloires pacifiques s'éteint aussi tout à coup, qu'une nouvelle tombe s'ouvre, et qu'un nom illustre entre tous les noms littéraires vient s'ajouter à l'hécatombe de gloire que le mois de juin 1848 livre à la vénération de l'histoire et à l'admiration de la postérité.

Ce nom, cher à la France, à l'Europe, à l'univers entier, c'est celui de M. de Châteaubriand.

M. de Châteaubriand, qui avait salué du plus profond de son cœur l'avènement de la République, a succombé, lui aussi, sous les coups de l'émeute. Son âme, généreuse et grande, qui avait résisté à tant d'épreuves, s'est brisée devant les horreurs d'une guerre civile; le poète, qui chérissait sa patrie, n'a pu trouver la force de la voir si malheureuse; le chrétien, qui honorait et aimait sa religion, a frémi en voyant périr son pasteur entre deux camps de Français devenus ennemis. Il a suivi celui qu'il eût voulu pouvoir imiter.

Au nombre des martyrs de leur foi, des victimes de leur dévouement pendant les cruelles journées que le présent voudrait effacer du livre de l'avenir, il faut compter M. de Châteaubriand.

Devant ce cercueil qui va se fermer pour l'éternité, qu'il nous soit permis d'apprendre à ceux qui l'ignorent, de rappeler à ceux qui la connaissent, quelle fut la vie de cet homme dont l'adversité avait fait un sceptique, dont la religion fit un poète et un génie, dont le dernier jour fut un jour de travail, dont la raison puissante veilla jusqu'à la fin, et qui s'éteignit à l'âge de 80 ans, découragé mais non lassé, attristé mais non désespéré.

Lui aussi avait reçu du ciel une mission évangélique qu'il a accomplie jusqu'au bout et qui lui surviva dans ses écrits, alors même que le temps aura passé sur les regrets qui le suivent, et que tous ceux à qui il a été donné de voir et de connaître M. de Châteaubriand, auront été le rejoindre dans sa glorieuse éternité.

Génie splendide et multiple, il a légué à la France son dernier mot, et voici qu'au moment même où sa tombe va s'ouvrir, son livre suprême va s'ouvrir aussi. Volonté singulière et effrayante à la fois qui stipule en face de la mort, admirable placidité du chrétien qui écrit en tête de ses dernières pensées ces trois mots à la fois lugubres et consolants pour qui croit en Dieu et espère en sa justice : « Mémoires d'outre-tombe. »

Mais attendons, le jour n'est pas venu de lire le testament littéraire du poète, de l'historien, du chrétien, du philosophe; contentons-nous aujourd'hui de joindre un hommage de plus à tous les hommages qui ont honoré sa vie, de joindre une fleur, si humble qu'elle soit, à toutes les fleurs qui vont couvrir son tombeau.

Nous voulons raconter au peuple, à ce peuple qui comprend la vertu, le courage, la générosité, d'où qu'ils viennent et quelque nom qu'ils portent, à ce peuple qui pleure au récit d'une bonne action, qui s'agenouille devant un cercueil, qui prie devant un mort, qui se signe devant Dieu, nous voulons raconter au peuple la vie de Châteaubriand, nous voulons esquisser à grands traits l'histoire de ce génie puissant qui conserva jusqu'au dernier jour le culte des souvenirs au milieu même des instincts peut-être les plus opposés à ce culte, des penchants les plus entraînants vers des espérances qu'il n'osait encore caresser.

On a dit que M. de Châteaubriand était légitimiste. Peut-être s'est-on trompé; M. de Châteaubriand était l'ami de la famille des Bourbons, et un ami comme M. de Châteaubriand n'oublie jamais ceux qu'il a aimés; dès 1825, il avait abandonné la défense du passé pour adopter la cause de l'avenir.

De ce jour, Châteaubriand est devenu un des plus fermes soutiens des libertés modernes; républicain de cœur, la chute d'une royauté qu'il aimait l'avait converti à la liberté, comme la mort de sa mère et la voix de sa sœur l'avaient converti jadis à la religion; mais la société n'a pas laissé à M. de Châteaubriand son libre arbitre, elle l'a fait le sublime courtisan du malheur, alors qu'elle eût pu le faire le sublime partisan de la liberté.

Peut-être le respect humain a-t-il effrayé le génie que la colère de l'empereur n'avait pas fait pâlir.

Mais racontons sa vie, l'impartialité de l'avenir la jugera. François-René-Auguste de Châteaubriand naquit à Saint-Malo le 14 septembre 1768. Son père, René de Châteaubriand, comte de Combourg, habitait, avec Apolline-Jeanne-Suzanne de Bédée, sa femme, le château de Combourg, manoir antique et féodal où tout était sévère, triste et sauvage comme les grandes bruyères, comme les chênes séculaires qui l'entouraient, comme les mille bruits uniformes de la mer qu'apportaient au vieux château les rafales du vent du soir.

Châteaubriand naquit comme Napoléon. Ce fut dans une promenade sur la mer que sa mère ressentit les premières douleurs de l'enfantement; elle retourna en toute hâte chez elle, et ce fut dans la cuisine de la maison qu'elle mit au monde l'enfant qui devait écrire *Atala* et les *Martyrs*.

Les premières années de la vie de Châteaubriand furent tristes et contraires. Point d'expansion, point de joies de famille, un intérieur breton avec toute l'austérité du moyen âge, sans émotions douces, sans plaisirs; le comte de Combourg était une de ces natures fières et incultes, chevaleresques, mais insensibles, natures de fer pour le combat, natures de fer pour la famille. De là sans doute ce caractère rêveur et grave, ce besoin de poésie, à défaut d'expansions intimes, qui laissèrent des traces ineffaçables chez l'homme dont l'enfance n'avait eu ni les joies ni les jeux de l'enfant. De là cette amitié exaltée, parce qu'elle était son unique bonheur, qu'il voua à sa sœur, devenue la confidente de ses tristesses et de ses désirs.

Cadet de famille, le jeune Châteaubriand devait entrer dans les ordres; mais la vie ecclésiastique lui inspirait une telle répulsion, qu'un instant la pensée du suicide lui vint. Ce fut sa sœur qui le sauva.

Dès lors son parti est pris; il choisit la carrière des armes, il ne sera pas prêtre, il sera soldat. En 1789 il entre dans Paris avec un brevet de sous-lieutenant au régiment de Navarre. Mais la plume du poète perce malgré lui sous l'uniforme du régiment de Navarre. Cette arme lui convient mieux que l'épée; les réunions des encyclopédistes l'attirent bien plus que les fêtes de la cour et que les galas des officiers. Ce n'est pas dans l'armée, c'est dans le *Mercur de France*, tribune de Delille, de Laharpe et du successeur de Voltaire, qu'il veut avoir droit de cité.

C'est, en effet, dans le *Mercur de France* que Châteaubriand débute par une pièce dans le goût champêtre, alors à la mode, intitulée *l'Amour de la campagne*. Qui eût deviné le futur auteur des *Martyrs* sous la culotte rose et le justaucorps vert d'un berger de Florian?

Toutes les espérances du jeune poète sont comblées, son *Idylle* a réussi, et pendant plusieurs mois il peut rivaliser avec ses modèles de fadeur et de mauvais goût.

Mais une ère nouvelle s'ouvre tout à coup. Les événements se précipitent, l'incrédulité et le matérialisme ont porté leurs fruits; la révolution du 89 éclate, l'échafaud se dresse, la noblesse recule et la royauté est perdue.

Le temps des poésies élégiaques est passé; le caractère sévère, l'honneur austère du Breton, reprennent le dessus. Le poète, l'officier du régiment de Navarre, qui n'approuve pas l'émigration et qui ne peut assister en spectateur impassible aux scènes de la révolution; le poète, l'officier se fera marin, il partira, il ira découvrir un nouveau passage aux Indes, il ira affronter les glaces des pôles.

Mais voici la République américaine. Voici Washington. Le jeune homme s'arrête étonné, et admire. Il croit à la République en voyant le président d'une République vivant en simple particulier et n'ayant pour tout domestique qu'une servante.

Mais son rêve lui tient toujours au cœur, il faut qu'il découvre le passage aux Indes; il confie son projet à ce président citoyen, qui l'écoute étonné et cherche à le dissuader d'une entreprise aussi difficile. « Est-il donc plus difficile, dit le jeune homme, de découvrir le passage polaire que de créer un peuple, comme vous l'avez fait? » Et Châteaubriand part; il commence ses pérégrinations à travers les forêts, et dès lors le passage des Indes est oublié. Car le poète commence à vivre, à respirer à l'aise, à sentir son cœur bondir librement dans sa poitrine, la poésie inonde son âme. Au milieu d'un pays neuf, où tout est grand, profond, solitaire, il s'abandonne à tous ses instincts d'artiste et de penseur. Rien ne lui échappe: les lacs, les fleuves, les catacactes, les ruines, il explore toutes les merveilles de cette contrée luxuriante; il écoute, il étudie, il écrit. Du cerveau du voyageur vont sortir *René*, *Atala*, *Les Natchez*, qui lui donnent l'hospitalité, vont devenir immortels.

Cependant la Révolution avait marché à pas de géant, Louis XVI avait été arrêté, la noblesse se réunissait pour sauver le roi; Châteaubriand apprend tout cela par hasard; la fidélité du serviteur l'emporte sur les goûts du poète, il part, et il arrive assez à temps pour faire la campagne de 1792 dans l'armée de Condé.

Blessé au siège de Thionville, il est jeté dans un fourgon et sauvé par un miracle.

Obligé de fuir en 1793, il se rend à Londres. Là commence pour l'émigré une vie de misères et de privations; là commence une épreuve de sept années qui n'abat pas le courage de Châteaubriand, mais qui remplit son cœur du fiel le plus amer et de la misanthropie la plus sceptique. C'est qu'il n'avait pas encore la foi qui donne la force, la religion qui soutient et console; c'est que rien dans son passé n'allégeait le présent, rien dans l'avenir ne lui promettait des jours meilleurs.

Aussi Châteaubriand s'abandonna-t-il sans réserve aux tendances sceptiques qui le dominaient. S'il trouva assez de force pour se procurer les moyens de vivre en donnant des leçons de français, ce fut peut-être moins par instinct de sa propre conservation que pour enfanter et jeter à la société, comme une vengeance et un défi, un ouvrage qui lui coûtait deux ans et qui atteste une vigueur de conception et une fermeté d'idées qu'on ne saurait attendre d'une tête aussi jeune. *L'Essai sur les révolutions*, qui fut publié à Londres, en 1796, pose en principe que rien n'est nouveau sous le soleil, que les hommes ne sont que de pâles imitateurs de ceux qui les ont précédés, et que la révolution française existe tout entière dans les révolutions antérieures.

Comment ne pas pardonner aux erreurs de l'homme qui, comme il le dit lui-même, couvert du sang de son frère unique, de sa belle-sœur, de celui de l'illustre vieillard leur père, ayant vu sa sœur et une autre sœur pleine de talents mourir du traitement qu'elles avaient éprouvé dans les cachots, a erré sur les terres étrangères, et n'a trouvé nulle part que déceptions, épreuves et misère?

Mais bientôt la mort de la mère de Châteaubriand, qui charge une de ses sœurs de le rappeler à cette religion dans laquelle il a été élevé, la mort de cette sœur elle-même, mettent un terme à ses égarements philosophiques, résultats funestes des premières fréquentations

et des impressions de sa jeunesse, fruit détestable de cette école des encyclopédistes, qui, la première, lui avait ouvert les bras.

Dès lors, Châteaubriand est changé; il a secoué le vieil homme. « Ces deux voix sorties du tombeau, cette mort qui sert d'interprète à la mort, ont frappé le sceptique; il est devenu chrétien; il n'a point cédé, dit-il lui-même, à de grandes lumières surnaturelles; sa conviction est sortie du cœur; il a pleuré, il a cru. »

J. BORDOT.

(La fin à demain.)

Le général Négrier.

De toutes les pertes que la France déplore en ce moment, la mort barbare du général Négrier est peut-être celle qui a jeté la plus grande consternation dans les esprits. Commandant la division militaire, dont Lille est le chef-lieu, représentant du peuple envoyé à l'Assemblée nationale par le département du Nord et l'étoile la plus brillante de notre députat, c'est surtout dans ce pays que le général Négrier est le plus vivement regretté par le peuple qui l'avait élu, et par les soldats qui lui avaient obéi.

Né au Mans, le 27 avril 1788, François-Marie-Casimir de Négrier s'enrôla volontairement le 20 septembre 1806, à l'âge de 18 ans, dans le 2^e régiment d'infanterie légère. C'était un de ces hommes dont on pouvait dire qu'il portait le bâton de maréchal de France dans sa giberne. Il passa rigoureusement par tous les grades et les gagna tous sur les champs de bataille qu'il arrosa de son sang. Nommé successivement caporal, fourrier, sergent, adjudant sous-officier dans les campagnes de 1806 et 1807, en Prusse et en Pologne, il fut blessé d'un éclat d'obus à la bataille de Friedland, fut décoré de l'étoile de l'honneur à l'âge de 19 ans, et obtint ses premières épaulettes le 5 juillet 1808. Il fut nommé lieutenant à la fin de la même année en Espagne. Blessé d'un coup de feu à la bataille de Bussaco en Portugal, le 27 septembre 1810, l'empereur l'appela l'année suivante au grade de capitaine. Il reçut encore deux coups de feu avant de quitter la Péninsule, l'un à Vittoria, le 21 juin 1813, l'autre au passage de la Bidassoa, le 31 août suivant.

Nommé chef de bataillon le 15 octobre de la même année, il fit la campagne de France en 1814 et celle de Belgique en 1815; à Waterloo il reçut un cinquième coup de feu qui lui traversa la joue et le cou. Il fit la campagne d'Espagne en 1823 avec le 54^e de ligne, fut nommé lieutenant-colonel du 54^e en août 1830. Négrier fut envoyé en Afrique, y resta plusieurs années et s'y distingua par son habileté militaire, sa droiture et son énergie. Promu au grade de maréchal-de-camp le 22 novembre 1836, il devint lieutenant général le 18 décembre 1841. Il avait été officier de la Légion d'honneur sous Napoléon, commandeur en 1834 et grand officier en 1847.

Cette série de loyaux et brillants services fut couronnée par ceux que ce brave général rendit à l'Assemblée nationale, qui l'avait choisi pour un de ses questeurs et qui lui avait confié la défense de son palais et de ses membres. Appelé à envoyer des renforts sur un point de Paris menacé par l'insurrection, il n'hésita pas à s'y rendre de sa personne, et, par un élan de son cœur, il voulut, avant de porter le carnage au sein des barricades, faire un dernier appel à la conciliation; ce dévouement généreux, si beau chez un guerrier, ne fut pas compris par les rebelles qu'il voulait sauver, et le loyal et trop confiant général, qui sortait sain et sauf des embûches et des attaques des sauvages Arabes, tomba, au milieu de la capitale du monde civilisé, sous le coup d'un traître aux lois de son pays et de l'humanité.

L'Echo du Peuple de Chaumont annonce que lundi dernier il est arrivé dans la ville un petit détachement venant de Langres, composé d'une quarantaine d'individus en blouse, d'assez mauvaise mine, dont quelques-uns étaient armés, et ayant à sa tête, pour le commander, un individu sans caractère distinctif. Ce détachement était porteur d'une feuille de route signée par M. le sous-préfet de Langres.

A leur allure un peu suspecte, à leur tenue peu convenable, on prit quelques informations, et l'on sut bientôt que les individus qui composaient ce détachement étaient, pour la plupart, des ouvriers des fortifications, parmi lesquels se trouvaient plusieurs repris de justice. On s'opposa alors à leur départ pour Paris, et, malgré quelque résistance de leur part, on les força à rebrousser chemin.

On a déjà arrêté, sur plusieurs points du département, une dizaine d'individus suspects soupçonnés d'avoir pris part à l'insurrection de Paris, ou d'être affiliés à cette classe de la société qui vient de se mettre en révolte ouverte avec elle.

Librairie GARNIER Frères, 245, Palais-National, et 10, rue Richelieu.

PROFILS CRITIQUES ET BIOGRAPHIQUES

des 900 représentants du Peuple, par un vétéran de la presse, 2^e édition corrigée, la seule contenant les événements de juin et le nom des représentants qui sont arrivés au pouvoir. — Cet ouvrage vient de paraître complet, et renferme jusqu'aux résultats des *Élections complémentaires du 4 juin* inclusivement. C'est un joli volume in-32, de près de 400 pages, où se trouve une Notice sur CHACUN des Représentants, avec indication de leurs noms, prénoms, lieux d'origine, ADRESSES A PARIS, chiffres d'élection, portraits physiques et moraux, antécédents politiques, actes politiques ou traits piquants de leur existence, fortune, condition sociale, opinions, caractère, tous les faits, en un mot, qui peuvent piquer la curiosité publique. Parmi tous les essais de BIOGRAPHIES qui ont été tentés jusqu'à ce jour, ce livre se distingue par l'abondance de documents qu'il renferme et par la commodité de son format : il servira de MANUEL PORTATIF, de *Vade mecum indispensable* à toutes les personnes qui désireront assister aux séances de l'Assemblée nationale, ou suivre dans les journaux la lecture des débats législatifs. — Prix : 2 fr.

CHANTS NATIONAUX ET RÉPUBLICAINS de la France, de 1783 à 1848. Édition elzevirienne, format de Béranger et de Désangiers. 4 volume in-32. 5 fr.

DE L'ORGANISATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL, par Francis Lacombe. In-8. 25 c.

ORGANISATION DU TRAVAIL, par Gentil, orfèvre. In-18. 50 c.

Ouvrages de P.-J. PROUDHON.

DE LA CÉLÉBRATION DU DIMANCHE. In-12. » fr. 75 c.

QU'EST-CE QUE LA PROPRIÉTÉ? In-12. 2 »

LETTRE A M. BLANQUI SUR LA PROPRIÉTÉ Grand in-18. 1 50

AVERTISSEMENT AUX PROPRIÉTAIRES. In-12. » 75

DE LA CRÉATION DE L'ORDRE DANS L'HUMANITÉ. In-12. 4 »

Le Gérant : JULES BORDOT.

Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 4.